



BANQUE D'INVESTISSEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DE LA CEDEAO
ECOWAS BANK FOR INVESTMENT AND DEVELOPMENT
BANCO DE INVESTIMENTO E DE DESENVOLVIMENTO DA CEDEAO

DES PERSPECTIVES DE DÉVELOPPEMENT EN AFRIQUE DE L'OUEST

**Des perspectives mitigées :
Surendettement, croissance
vacillante et baisse de
l'inflation**

Juin 2023

©2023 Banque d'Investissement et de Développement de la CEDEAO

Tous droits réservés. Publié en 2023.

La publication intitulée "Perspectives de développement en Afrique de l'Ouest" (PDAO) est une publication annuelle éditée par la Banque d'Investissement et de Développement de la CEDEAO (BIDC). Les opinions, projections et recommandations de politiques qui y sont exprimées ne sont pas nécessairement celles de la BIDC, de son Conseil des gouverneurs ou des pays qu'elle représente. Ces opinions sont exclusivement celles de la Banque. La Banque autorise l'impression ou la copie des informations contenues dans le présent document uniquement à des fins personnelles et non commerciales, avec mention expresse du nom de la Banque.

Banque d'Investissement et de Développement de la CEDEAO

128, Boulevard du 13 janvier

BP 2704, Lomé - Togo

Tél : (+228) 22 21 68 64

Fax : (+228) 22 21 86 84

www.bidc-ebid.org

SIGLES ET ABRÉVIATIONS

ASS	Afrique subsaharienne
BCEAO	Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest
BIDC	Banque d'Investissement et de Développement de la CEDEAO
BRICS	Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud
CAE	Communauté de l'Afrique de l'Est, à l'exclusion du Sud-Soudan
CDA	Communauté de développement de l'Afrique australe
CEDEAO	Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest
CNUCED	Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement
FAO	Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture
FMI	Fonds Monétaire International
OIT	Organisation Internationale du Travail
ONU	Organisation des Nations Unies
PAPSS	Système panafricain de paiement et de règlement
PIB	Produit Intérieur Brut
RC	Reste de la CEDEAO
TxD	Taux directeur
UDAA	Union douanière d'Afrique australe
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest-Africaine
US	États-Unis
ZLECAF	Zone de Libre-Echange Continentale Africaine
ZMAO	Zone Monétaire de l'Afrique de l'Ouest
ZMAO+	ZMAO plus Cabo Verde

AVANT-PROPOS

L'architecture financière mondiale est confrontée à un resserrement du financement, provoqué par des hausses de taux d'intérêt et une aversion accrue pour le risque. Les hausses des taux d'intérêts ont été provoquées par une inflation mondiale sans précédent, déclenchée par les défis liés aux chaînes d'approvisionnement qui ont commencé en 2020 et ont continué jusqu'en 2022. L'inflation restant élevée, la probabilité d'un resserrement prolongé du financement reste de rigueur, compte tenu de la probabilité de nouvelles hausses des taux d'intérêts pour contenir l'inflation. La guerre en Ukraine, les réductions de la production de pétrole brut et les facteurs qui pourraient avoir une incidence négative sur les prix des denrées alimentaires et des produits pétroliers continuent de menacer le retour à un environnement mondial caractérisé par une faible inflation. La persistance des pressions inflationnistes indique que la politique monétaire restera stricte dans les prochaines années.

Une politique monétaire restrictive a des conséquences sur la santé du secteur financier mondial (dont la stabilité a déjà été mise à l'épreuve) et sur la croissance de l'activité économique. La forte inflation et les hausses de taux qui en ont découlé ont été en partie responsables de la faillite de la Silicon Valley Bank aux États-Unis. Les faillites ultérieures de la Signature Bank, de la First Republic Bank et du Crédit Suisse ont jeté l'émoi sur les marchés. Si le risque de contagion était élevé lorsque tout a commencé, la bonne nouvelle est qu'il ne s'est pas étendu au-delà des juridictions dans lesquelles les faillites bancaires se sont produites, à savoir les États-Unis et la Suisse.

Cela étant, avec ces faillites bancaires et les récents défauts de paiement des dettes souveraines, la réglementation sera renforcée afin de réduire la probabilité d'une récurrence (au moins à court terme), tandis que les institutions financières deviendront extrêmement critiques à l'égard des demandes de financement. Cela aura un impact négatif sur l'efficacité des processus, car la rapidité sera compromise dans le processus, ce qui laissera les clients encore plus frustrés.

La sous-région ouest-africaine n'est pas à l'abri des impacts de la flambée de l'inflation. Outre les impacts apparents qui se sont traduits par une augmentation des prix, des hausses de taux d'intérêt, une dépréciation des monnaies, un ralentissement de la croissance de l'activité économique et une augmentation de la pauvreté, la sous-région est également confrontée à un marché financier agité qui rend difficile l'emprunt comparativement aux taux antérieurs à 2020. La restriction des flux financiers et l'augmentation du coût des emprunts menacent de faire échouer les programmes de développement dans la sous-région, aggravant ainsi la situation de ceux qui ont vraiment besoin d'interventions cruciales.

En outre, la menace d'une dépréciation monétaire, une situation qui pourrait encore intensifier le risque de dérapages budgétaires et qui pousserait davantage de pays au bord du gouffre du surendettement,

se profile à l'horizon pour de nombreux États membres, en particulier dans la Zone Monétaire de l'Afrique de l'Ouest. Un tel scénario se traduira par une augmentation des emprunts nationaux, entraînant des effets d'éviction sur le secteur privé, ainsi que par une utilisation accrue de recettes déjà insuffisantes pour le service de la dette.

Le thème de l'édition 2023 des Perspectives de développement en Afrique de l'Ouest, "**Des perspectives mitigées : surendettement, croissance vacillante et baisse de l'inflation**", met en évidence la situation contrastée de l'économie ouest-africaine au cours de l'année. Les États membres sont confrontés à des pressions fiscales accrues, car l'inflation reste élevée et la croissance stagne : ce qui indique que la génération de revenus pourrait continuer à souffrir. Les marchés financiers offrent des taux quasi prohibitifs, imposant des coûts fiscaux à moyen et long terme aux autorités fiscales et limitant la croissance de l'activité économique globale. Le ralentissement de la croissance de l'activité économique entraînera des pertes d'emplois et une augmentation de la pauvreté.

Dans ce contexte, il est nécessaire de déployer des efforts soutenus pour relever les défis qui affectent les fondamentaux macroéconomiques de la sous-région, tout en atténuant l'impact des désalignements macroéconomiques sur les personnes les plus vulnérables de la société. La consolidation fiscale est plus que jamais nécessaire pour réduire les déficits et maîtriser la hausse de la dette publique. Il est également nécessaire de mettre l'accent sur le commerce intrarégional, basé sur les monnaies locales, afin d'améliorer le caractère commun des chocs dans la sous-région et de réduire la pression sur la balance des comptes courants et la position des réserves.

La volatilité des marchés financiers constitue un excellent argument pour que les institutions de financement du développement établissent des partenariats avec les pays afin de résoudre les problèmes d'infrastructure et de développement auxquels ils sont confrontés, de manière à regagner une partie du terrain perdu à la suite des événements de ces dernières années.

George Agyekum Donkor, PhD, DBA

Président de la Banque et Président du Conseil d'Administration

SIGLES ET ABRÉVIATIONS**AVANT-PROPOS****FAITS SAILLANTS**

- Performance
- Perspectives
- Risques de dégradation
- Implication de politique économique

UNE GUERRE PROLONGÉE, UNE CROISSANCE EN RÉGRESSION, UN RISQUE ACCRU DE PAUVRETÉ

- Une croissance modeste, mais une récession évitée
- Événements extraordinaires relatifs aux prix
- Une légère amélioration du solde budgétaire
- Une détérioration du compte courant
- Le surendettement
- La pauvreté en hausse
- Une croissance vacillante et irrégulière
- L'inflation en baisse, mais demeure une menace pour la lutte contre la pauvreté
- Un semblant d'assainissement budgétaire
- Rebond du solde du compte courant
- Des niveaux d'endettement vertigineux
- Les turbulences du secteur financier, le rétrécissement du financement et les priorités en matière de développement

RISQUES DE DÉGRADATION

- Réduction de la production des produits pétroliers
- Une guerre persistante
- Hausse des prix des denrées alimentaires
- Politique monétaire : hausse des taux
- Dépréciation monétaire
- Insécurité

IMPLICATIONS DE POLITIQUE ÉCONOMIQUE

- Vers un commerce soutenu par les monnaies locales
- Repenser le commerce intrarégional
- Améliorer la productivité du facteur travail
- Augmenter la couverture en électricité

RÉFÉRENCES**FICHES PAYS**

- BÉNIN
- BURKINA FASO
- CABO VERDE
- CÔTE D'IVOIRE
- GAMBIE
- GHANA
- GUINÉE
- GUINÉE-BISSAU
- LIBERIA
- MALI
- NIGER
- NIGERIA
- SÉNÉGAL
- SIERRA LEONE
- TOGO

ANNEXES

ii

iii

1

1

1

2

2

3

4

5

6

9

9

10

13

13

14

15

15

15

15

16

16

16

17

17

17

17

18

18

19

19

19

21

22

23

24

25

26

27

28

29

30

31

32

33

34

35

36

37

38

TABLE DES MATIÈRES

GRAPHIQUE

Graphique 1 : Croissance du PIB mondial	3
Graphique 2 : Croissances sous-régionales de l'Afrique subsaharienne	4
Graphique 3 : Croissance de la CEDEAO	4
Graphique 4 : Distribution du PIB de la CEDEAO	5
Graphique 5 : Evolution des taux de change au Ghana, au Nigeria et en Sierra Leone	5
Graphique 6 : Inflation moyenne dans la CEDEAO	6
Graphique 7 : Croissance des recettes et des dépenses en 2022	6
Graphique 8 : Solde du compte courant	9
Graphique 9 : Dette publique dans la CEDEAO	10
Graphique 10 : Taux de chômage dans la CEDEAO (15 ans et plus)	10
Graphique 11 : Croissance des travailleurs pauvres au sein de la CEDEAO, 2022	12
Graphique 12 : Répartition des travailleurs pauvres	12
Graphique 13 : Une trajectoire de croissance divergente dans la CEDEAO	13
Graphique 14 : L'écart de revenus s'amplifie	13
Graphique 15 : Evolution de l'indice des produits alimentaires et du prix des produits pétroliers (en glissement annuel)	14
Graphique 16 : Inflation au premier trimestre 2023	14
Graphique 17 : Productivité du facteur travail dans la CEDEAO (en termes de PIB constant de 2015)	19

ENCADRÉ

Encadré 1 : Hausse des taux directeurs de la politique monétaire - Impacts diversifiés	7
Encadré 2 : Le cheminement vers le surendettement	11

FAITS SAILLANTS

Performance

L'année 2022 restera dans l'histoire comme une année caractérisée par une forte poussée inflationniste au niveau mondial, qui a orchestré des hausses coordonnées des taux d'intérêt pour tenter de stabiliser les prix. Ces hausses de taux, en particulier aux États-Unis, ont entraîné le renforcement du dollar américain et déclenché des dépréciations monétaires dans la majeure partie des économies dans le monde, y compris en Afrique de l'Ouest. La crise alimentaire et énergétique ainsi que la dépréciation des monnaies locales ont entraîné une érosion du pouvoir d'achat des ménages et réduit à néant les efforts d'éradication de la pauvreté dans les pays pauvres. La pauvreté s'est aggravée en Afrique de l'Ouest, le nombre de travailleurs pauvres a augmenté d'environ 3,9 pour cent (soit 5,4 millions de personnes) pour atteindre 142,3 millions de personnes en 2022.

Au terme de l'année 2022, l'économie de la CEDEAO a connu une croissance de 3,9 pour cent, contre 4,4 pour cent en 2021. Dans l'UEMOA, l'activité économique a progressé de 5,8 pour cent, contre 5,9 pour cent en 2021, tandis que l'économie de la ZMAO+ a progressé de 3,3 pour cent, contre 3,9 pour cent en 2021. L'inflation s'est établie en moyenne à 17 pour cent dans la CEDEAO, contre 10,2 pour cent en 2021, tandis qu'elle a été de 7,1 pour cent dans l'UEMOA en 2022, contre 3,5 pour cent en 2021, et de 20,1 pour cent en 2022, contre 15,6 pour cent en 2021 dans la ZMAO+. Le déficit budgétaire de la CEDEAO s'est légèrement réduit, passant de 6,4 pour cent du PIB en 2021 à 6,1 pour cent du PIB en 2022. En revanche, au sein de l'UEMOA, le déficit budgétaire s'est sensiblement accru, passant de 5,5 pour cent du PIB en 2021 à 6,7 pour cent du PIB en 2022, tandis qu'au sein de la ZMAO+, il s'est amélioré, passant de 6,7 pour cent du PIB en 2021 à 5,9 pour cent du PIB. Enfin, le ratio dette/PIB et la balance des comptes courants en pourcentage du PIB se sont détériorés dans l'UEMOA, la ZMAO+ et

la CEDEAO en général, confirmant ainsi la difficulté de l'année.

Perspectives

En termes de perspectives, l'activité économique dans la CEDEAO devrait ralentir pour atteindre une croissance de 3,8 pour cent en 2023, avant de rebondir à 4,1 pour cent en 2024, grâce à des prix plus stables. L'UEMOA devrait enregistrer une reprise de l'activité économique, avec une croissance de 6,1 pour cent en 2023 et de 6,5 pour cent en 2024. La croissance du PIB dans la ZMAO+, en revanche, devrait ralentir à 3,1 pour cent en 2023 avant de remonter à 3,4 pour cent en 2024. L'inflation devrait diminuer légèrement pour atteindre 16,7 pour cent en 2023 et 14,1 pour cent en 2024 dans la CEDEAO. L'inflation dans l'UEMOA devrait également suivre une trajectoire baissière, passant à 5,4 pour cent et 3,6 pour cent en 2023 et 2024, respectivement. Enfin, la ZMAO+ devrait enregistrer une baisse marginale de l'inflation passant de 20,0 pour cent en 2023 à 17,1 pour cent en 2024.

Le solde budgétaire de la CEDEAO devrait s'améliorer pour atteindre -5,4 pour cent du PIB en 2023, puis -5,3 pour cent du PIB en 2024. De même, le solde budgétaire devrait se réduire à -5,3 pour cent du PIB en 2023 dans l'UEMOA et s'améliorer encore à -4,4 pour cent du PIB en 2024, tandis que le solde budgétaire de la ZMAO+ en pourcentage du PIB devrait s'améliorer pour atteindre -5,4 en 2023, mais se détériorer ensuite pour s'établir à -5,6 en 2024. Le ratio dette/PIB devrait augmenter pour atteindre 50,0 pour cent dans la CEDEAO avant de fléchir légèrement pour s'établir à 48,9 pour cent en 2024. En ce qui concerne l'UEMOA, le ratio dette/PIB devrait augmenter pour atteindre un niveau de 61,7 pour cent en 2023 puis diminuer pour s'établir à 60,1 pour cent en 2024. La ZMAO+ devrait enregistrer un ratio dette/PIB de 46,1 pour cent en 2023, avant de baisser à 45,2 pour cent en 2024.

L'augmentation du niveau de la dette exacerbera le problème du service de la dette auquel les États membres ont été confrontés en 2022, la plupart

des pays ayant consacré 25 pour cent ou plus de leurs recettes au seul service de la dette.

Le taux de chômage moyen dans la sous-région devrait augmenter légèrement pour atteindre 4,42 pour cent en 2023, ce qui devrait correspondre aux prévisions de baisse de revenus réels et du niveau de vie annoncées.

Risques de dégradation

L'économie Ouest-africaine est confrontée à de probables turbulences qui, si elles ne sont pas maîtrisées, pourraient faire obstacle aux perspectives et ainsi entretenir les risques suivants qui secouent déjà la sous-région. Il s'agit de :

- réductions de la production des produits pétroliers et implications sur les cours des matières premières ;
- une guerre persistante en Ukraine ;
- hausse des prix des denrées alimentaires ;
- hausse des taux directeurs ;
- la dépréciation monétaire ; et
- l'insécurité.

Implication de politique économique

De ce qui précède, la sous-région devra être confrontée à une baisse de la pression inflationniste, avec des taux d'inflations demeurant à des niveaux élevés en 2023, entraînant ainsi un dilemme de politique monétaire aux autorités fiscales et monétaires. Cependant, quelques politiques économiques expérimentales pouvant permettre l'atténuation de l'impact de l'environnement inflationniste et d'autres défis socio-économiques à l'avenir, sont discutées dans cette présente édition 2023 des Perspectives de Développement en Afrique de l'Ouest. Il s'agit :

- d'évoluer vers un système de commerce soutenu par les monnaies locales ;
- de repenser le commerce intrarégional ;
- d'améliorer la productivité du facteur travail ; et
- d'augmenter la couverture en électricité.

UNE GUERRE PROLONGÉE, UNE CROISSANCE EN RÉGRESSION, UN RISQUE ACCRU DE PAUVRETÉ

L'économie mondiale a été secouée par une myriade de chocs en 2022, entraînant un ralentissement de la croissance. Alors que les événements survenus en fin d'année 2021 ont fait craindre une résurgence de la pandémie de COVID-19 en 2022, c'est l'invasion de l'Ukraine par la Russie, le 24 février 2022, qui a provoqué un recul économique qui s'est prolongé jusqu'en 2023. La persistance de la guerre a davantage exposé les vulnérabilités de l'économie mondiale, tout comme la pandémie de COVID-19 l'avait fait en 2020.

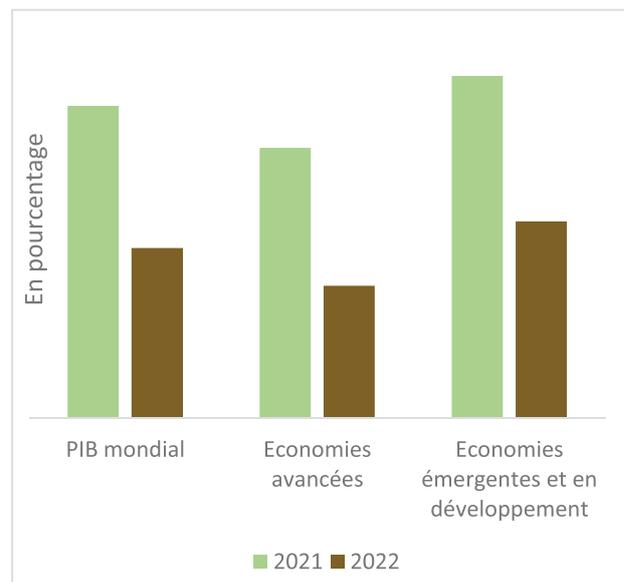
Au cours des trois dernières années, la pandémie, la guerre, le changement climatique et les hausses astronomiques des frais de transport se sont conjugués pour ralentir la croissance de l'activité économique, en raison de leur rôle respectif dans la perturbation des chaînes d'approvisionnement, affectant la productivité avec la menace de compromettre les efforts déployés pour assurer la sécurité alimentaire dans le monde.

La croissance du PIB mondial s'est ralentie pour atteindre 3,4 pour cent en 2022, contre 6,3 pour cent en 2021, en raison des facteurs ci-dessus énumérés, plus particulièrement la guerre, et du ralentissement de la croissance en Chine (graphique 1). L'économie chinoise a crû de 3,0 pour cent en 2022, contre 8,5 pour cent en 2021, en raison de sa décision de maintenir la politique du zéro COVID-19 jusqu'à la fin de l'année dernière. Cette politique a sans aucun

doute eu un impact négatif non seulement sur les performances économiques de la Chine, mais aussi sur celles du reste du monde.

Dans la même veine, les économies avancées ont subi un ralentissement de leur activité économique, enregistrant un taux de croissance de 2,7 pour cent en 2022, contre 5,4 pour cent en 2021, tandis que les économies émergentes et en développement ont connu une croissance de 4 pour cent en 2022, contre 6,9 pour cent en 2021.

Graphique 1 : Croissance du PIB mondial

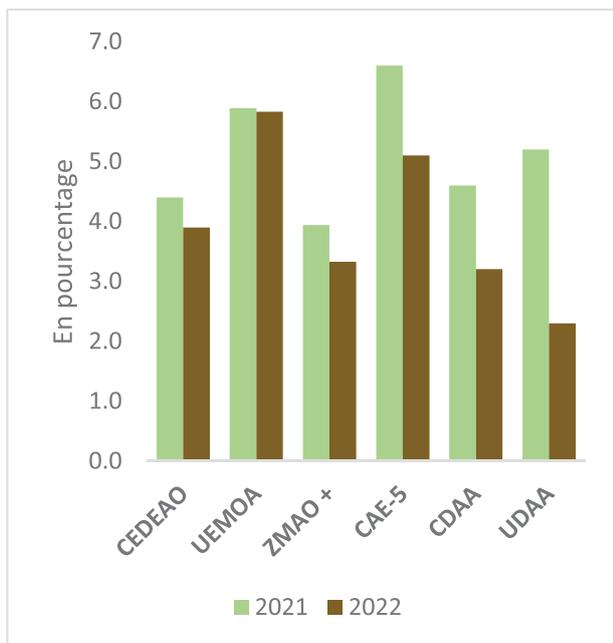


Source : Données issues des Perspectives de l'économie mondiale du FMI

De même, la croissance de l'Afrique subsaharienne (ASS) a été modérée, l'activité économique a crû de 3,9 pour cent en 2022, contre 4,8 pour cent en 2021. Le ralentissement de la croissance économique observée a été la résultante de la faible croissance des différents blocs économiques du continent, la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) a affiché une croissance de 3,9 pour cent en 2022, contre 4,4 pour cent en 2021. La Communauté de développement de l'Afrique australe (CDAA) a enregistré une croissance de 3,2 pour cent, contre 4,6 pour cent en 2021, tandis que l'Union douanière d'Afrique australe (UDAA) a également enregistré une croissance de 2,3 pour cent, contre 5,2 pour cent en 2021.

L'activité économique de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) a affiché une croissance de 5,8 pour cent en 2022, contre 5,9 pour cent en 2021, tandis que la Zone monétaire ouest-africaine (ZMAO) plus Cabo Verde (ZMAO+) a enregistré une croissance de 3,3 pour cent en 2022, contre 3,9 pour cent en 2021 (graphique 2).

Graphique 2 : Croissances sous-régionales de l'Afrique subsaharienne



Source : Calculs du personnel de la BIDC à partir des Perspectives de l'économie mondiale du FMI

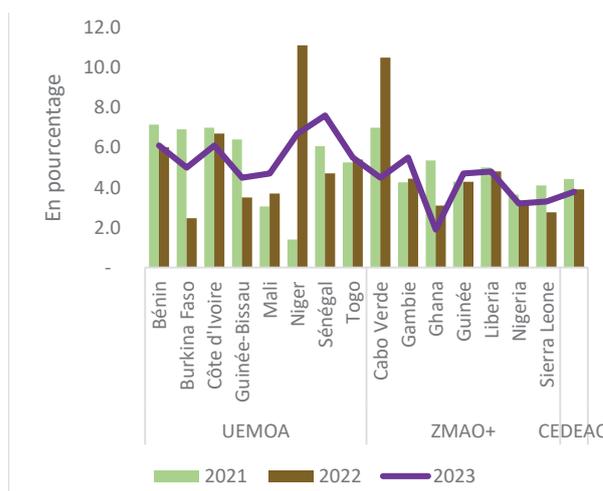
Une croissance modeste, mais une récession évitée

La faible croissance enregistrée au niveau de la CEDEAO a été le reflet de la performance économique générale des États membres, dont la plupart ont enregistré une croissance plus faible en 2022, comparativement à 2021. La croissance a été inégale parmi les quinze (15) États membres, le Niger enregistrant la plus forte croissance soit 11,1 pour cent en 2022, contre 1,4 pour cent en 2021, et le Burkina Faso enregistrant la plus faible croissance soit 2,5 pour cent, en baisse par rapport à 6,9 pour cent en 2021 (graphique 3).

La forte croissance de l'activité économique du Niger a été stimulée par une récolte agricole exceptionnelle,

rendue possible par une saison des pluies favorable, et par la résurgence du secteur des services, entre autres. Pour le Burkina Faso, la faible croissance est due à une baisse des exportations, en particulier des exportations minières, principalement en raison de la fermeture de certaines mines pour des raisons de sécurité.

Graphique 3 : Croissance de la CEDEAO



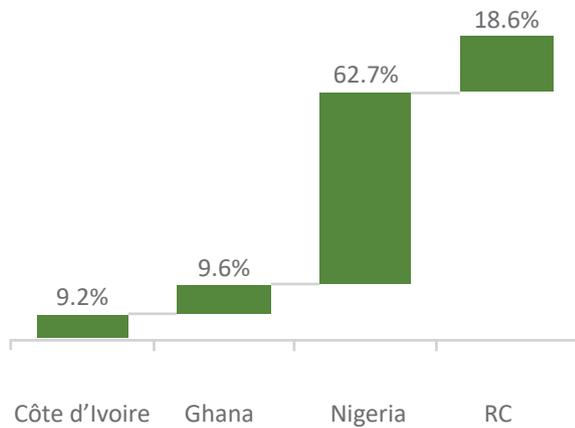
Source : Base de données des Perspectives de développement en Afrique de l'Ouest

Nonobstant un environnement socio-économique très turbulent, aucun État membre de la CEDEAO n'a enregistré de croissance négative en 2022. Le Liberia a continué sur la voie d'une croissance positive, entamée en 2021, après deux années consécutives de ralentissement économique. Cinq pays (Mali, Niger, Togo, Cabo Verde et Gambie) ont enregistré une croissance supérieure en 2022 comparativement à 2021, la Guinée a maintenu sa croissance de 2021 en 2022. Sur une autre note positive, le Nigéria, qui représente environ 62,7 pour cent du PIB nominal de la sous-région (graphique 4), a enregistré une nouvelle croissance en 2022, après que son économie ait enregistré un taux de croissance négatif en 2020.

Le Nigeria a augmenté sa part au PIB sous-régional atteignant 62,7 pour cent en 2022 (contre 60,6 pour cent en 2021) au détriment de la Côte d'Ivoire, du Ghana et du reste de la CEDEAO (RC), le Ghana ayant enregistré la plus grande perte (de 10,9 pour cent en 2021 à 9,6 pour cent en 2022). La perte enregistrée

par le Ghana a été principalement induite par une faible croissance de l'activité économique et la faiblesse de la monnaie nationale, qui a alimenté une spirale inflationniste.

Graphique 4 : Distribution du PIB de la CEDEAO



Source : Base de données des Perspectives de développement en Afrique de l'Ouest

Événements extraordinaires relatifs aux prix

La guerre et ses répercussions sur les chaînes d'approvisionnement ont entravé les efforts de redressement économique qui ont commencé en 2021, après que le COVID-19 ait causé des difficultés économiques à de nombreuses personnes. Étant donné l'importance de la Russie et de l'Ukraine dans l'architecture mondiale de l'approvisionnement en denrées alimentaires et en énergie, les restrictions à l'exportation, provoquées par l'obstruction de la Russie aux exportations ukrainiennes et les sanctions occidentales contre la Russie, ont déclenché une crise des prix des denrées alimentaires et de l'énergie, qui a suscité des inquiétudes en matière de sécurité alimentaire, augmenté les coûts de production et le coût de la vie pour de nombreuses personnes, en particulier dans les pays en développement.

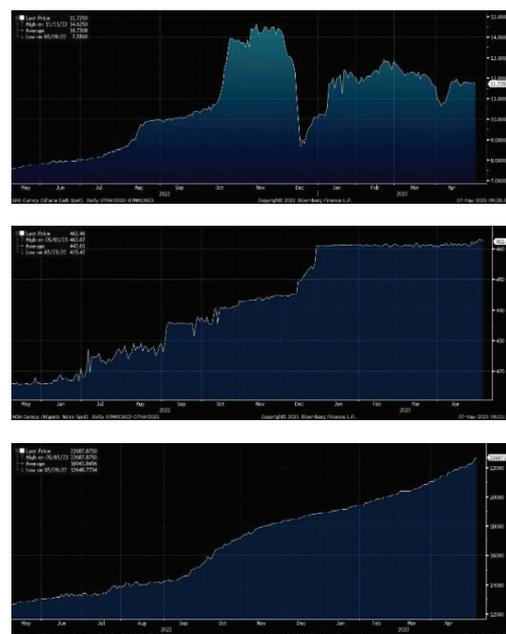
L'inflation mondiale en fin de période a atteint 8,9 pour cent en décembre 2022, avec une inflation moyenne de 8,7 pour cent, contre 4,7 pour cent en 2021. Cette évolution n'est rien d'autre que la résultante de la spirale inflationniste des différents

groupes économiques : les Économies avancées (7,4 pour cent, contre 3,1 pour cent en 2021), la Zone euro (8,4 pour cent, contre 2,6 pour cent en 2021), les Économies émergentes et en développement (9,8 pour cent, contre 5,9 pour cent en 2021) et l'Afrique subsaharienne (14,5 pour cent, contre 11 pour cent en 2021).

En Afrique de l'Ouest, outre les facteurs d'offre qui ont alimenté l'inflation, la plupart des pays, en particulier dans la ZMAO, ont connu une dépréciation de leur monnaie, ce qui a entraîné une détérioration du niveau général des prix. Le cedi ghanéen s'est déprécié d'environ 30 pour cent entre décembre 2021 et décembre 2022, tandis que le naira nigérian s'est déprécié de 7,8 pour cent et le leone sierra-léonais de 40,6 pour cent au cours de la même période.

Au terme du mois d'avril 2023, la monnaie ghanéenne s'est à nouveau dépréciée de 27,2 pour cent, le Leone de 14,7 pour cent, tandis que le Naira s'est déprécié de moins d'un pour cent. Concernant le Ghana et le Nigeria, le taux de dépréciation semble s'être stabilisé au cours des quatre premiers mois de 2023, mais le Leone a continué à perdre de la valeur (graphique 5).

Graphique 5 : Evolution des taux de change au Ghana, au Nigeria et en Sierra Leone

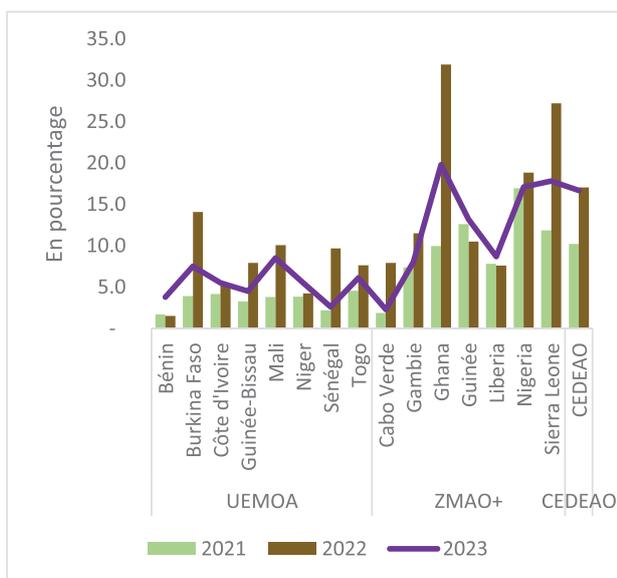


Source : Bloomberg

En effet, 2022 a été une année extraordinaire en termes d'inflation pour tous les pays de la sous-région. L'UEMOA, qui incarne la stabilité des prix dans la sous-région, n'a pas échappé à cette tendance globale, puisque l'inflation s'est envolée pour atteindre une moyenne de 7,1 pour cent (contre 3,5 pour cent en 2021), au-delà du seuil de 3 pour cent fixé par l'UEMOA. La ZMAO+ a enregistré une inflation moyenne de 20,1 pour cent, contre 15,6 pour cent en 2021.

Le Ghana a enregistré l'inflation moyenne la plus élevée, soit 31,9 pour cent, avec une inflation de fin d'année de 54,1 pour cent. Le Bénin a enregistré l'inflation moyenne la plus faible, soit 1,5 pour cent (contre 1,7 pour cent en 2021), ce qui en fait le seul autre pays, à l'exception du Liberia, à enregistrer un faible taux d'inflation moyen en 2022 (graphique 6).

Graphique 6 : Inflation moyenne dans la CEDEAO



Source : Base de données des Perspectives de développement en Afrique de l'Ouest

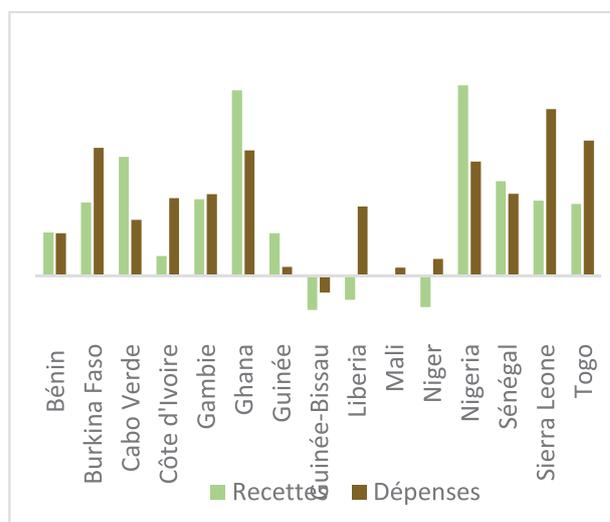
Une légère amélioration du solde budgétaire

La sous-région a connu une légère amélioration du ratio solde budgétaire/PIB en 2022 de -6,1 pour cent, contre -6,4 pour cent en 2021. L'UEMOA, cependant, a connu une détérioration du ratio, enregistrant un solde budgétaire par rapport au PIB de -6,7 pour cent, contre -5,5 pour cent en 2021, tandis que la

ZMAO+ a enregistré un solde budgétaire de -5,9 pour cent, contre -6,7 pour cent en 2021.

La tendance sous-régionale révèle de grandes disparités d'un pays à l'autre. Les performances relatives à l'équilibre budgétaire ont été mitigées en 2022, au moment où de nombreux États membres enregistraient une amélioration modérée comparativement à 2021, d'autres faisaient l'expérience d'une détérioration de leur solde budgétaire, alors qu'ils s'efforçaient à atténuer l'impact de l'augmentation des coûts des produits pétroliers et de l'énergie. Sept des quinze États membres ont enregistré des taux de croissance des dépenses supérieurs à ceux des recettes, tandis que sept autres ont connu l'inverse. La Guinée-Bissau a enregistré une baisse à la fois des recettes et des dépenses, avec une contraction des recettes beaucoup plus rapide que celles dépenses (graphique 7).

Graphique 7 : Croissance des recettes et des dépenses en 2022



Source : Base de données des Perspectives de l'économie mondiale du FMI

Encadré 1 : Hausse des taux directeurs de la politique monétaire - Impacts diversifiés

Les pressions inflationnistes persistantes de 2022 ont été problématiques pour tous les gouvernements. Au sortir d'une phase très difficile de la pandémie de COVID-19 en 2020 et 2021, l'orientation des politiques publiques était de poursuivre les efforts de redressement économique en consolidant les acquis de 2021. Cependant, la crise des prix des denrées alimentaires et de l'énergie a posé un véritable borborygme en matière de politique monétaire : poursuivre une politique monétaire favorable à la croissance au prix d'une inflation galopante ou maîtriser l'inflation, avec l'effet involontaire de freiner la croissance économique. Pour de nombreuses autorités monétaires, c'est la seconde solution qui a été privilégiée.

Comme il a déjà été expliqué, les principaux facteurs qui ont déclenché l'inflation dans la sous-région entre 2020 et 2022 sont les suivants :

- Perturbations des chaînes d'approvisionnement dues aux mesures de confinement dues à la COVID-19 et à la guerre entre la Russie et l'Ukraine ;
- La hausse du fret ; et
- Dépréciation des autres monnaies vis-à-vis du dollar.

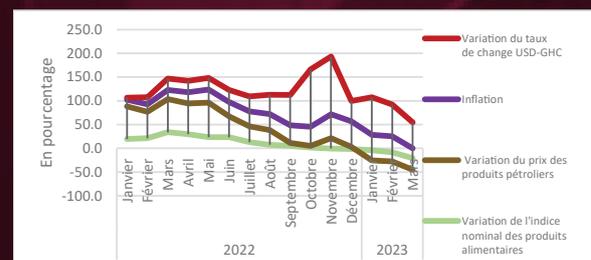
Bien que ce dernier facteur soit le seul dont on puisse dire qu'il est de nature monétaire, il est instructif de noter que le phénomène était un choc externe, plutôt qu'interne. Il y a eu un renforcement intrinsèque du dollar américain en raison des hausses de taux d'intérêt de la Fed. En effet, la dépréciation des monnaies locales n'a pas résulté d'une demande effrénée pour le dollar, raison pour laquelle l'excès de liquidité a dû être épongé, à moins qu'il n'y ait une véritable raison de le faire. Deuxièmement, l'argument de la hausse de l'inflation de base (c'est-à-dire l'inflation hors alimentation et énergie) a été avancé pour justifier le resserrement monétaire. En réalité, outre les effets de la hausse générale du niveau des prix, il y a également eu l'effet de répercussion du taux de change sur les prix des produits non alimentaires et non énergétiques.

En effet, outre les facteurs liés à l'offre, la dépréciation des monnaies locales a joué un

rôle essentiel dans l'escalade des prix observée en 2022, y compris la hausse persistante de l'inflation de base. Alors que les autorités monétaires ont dû intervenir quelque peu pour contrôler la tendance menaçante de l'inflation, dans certaines juridictions, les interventions ont été plutôt agressives et se sont faites au détriment de la croissance du secteur réel.

Les tendances de l'inflation dans les pays à forte inflation en 2022 (par exemple le Ghana, la Sierra Leone et le Nigeria) confirment le lien entre les prix des matières premières, l'inflation et les taux de change (graphique 1.1). En effet, les hausses de taux d'intérêt, bien qu'utiles, ont également servi à évincer le secteur privé et à freiner la croissance de l'activité économique.

Graphique 1.1 : Taux de variation de certaines variables de référence



Source : Calculs du personnel de la BIDC à partir des données de la FAO, de Bloomberg et des pays

Cela étant, les taux d'inflation de certains États membres semblent avoir réagi positivement aux hausses des taux directeurs, en particulier dans l'UEMOA. Le Burkina Faso, qui avait le taux d'inflation le plus élevé de l'UEMOA, a connu une baisse de l'inflation lorsque le taux directeur a été ajusté à la hausse (graphique 1.2). Bien que cela soit vrai, il convient de noter que la baisse de l'inflation s'est également produite au moment où les prix du pétrole brut et des denrées alimentaires ont commencé à baisser de manière significative.

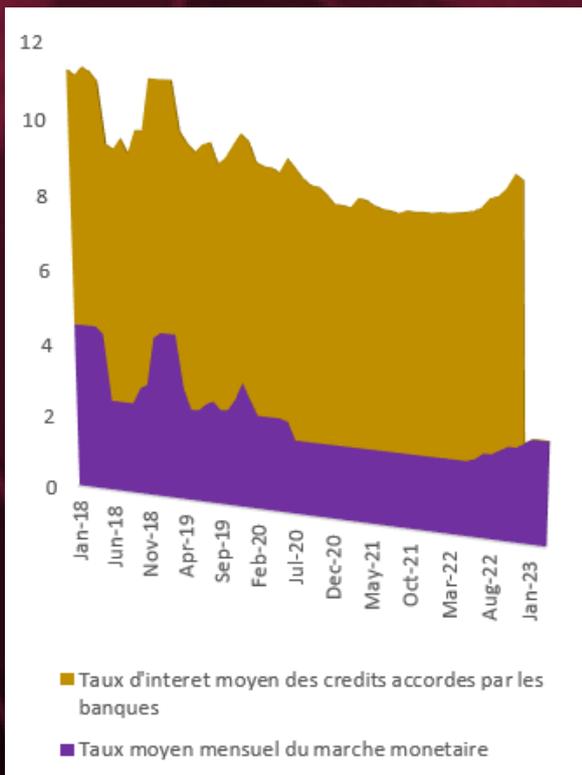
Graphique 1.2 : Inflation et ajustements de la politique monétaire



Source : Calculs du personnel de la BIDC à partir des données de la FAO, de Bloomberg et des pays

Dans l'UEMOA, par exemple, le taux directeur a été maintenu à 2,0 pour cent jusqu'en juin 2022, date à laquelle il a été légèrement rehaussé pour atteindre 2,08 pour cent. Ensuite, le taux a régulièrement crû pour atteindre 2,75 pour cent en janvier 2023 (graphique 1.3).

Graphique 1.3 : Taux directeur mensuel moyen de la BCEAO et taux d'intérêt mensuel moyen des banques au sein de l'UEMOA



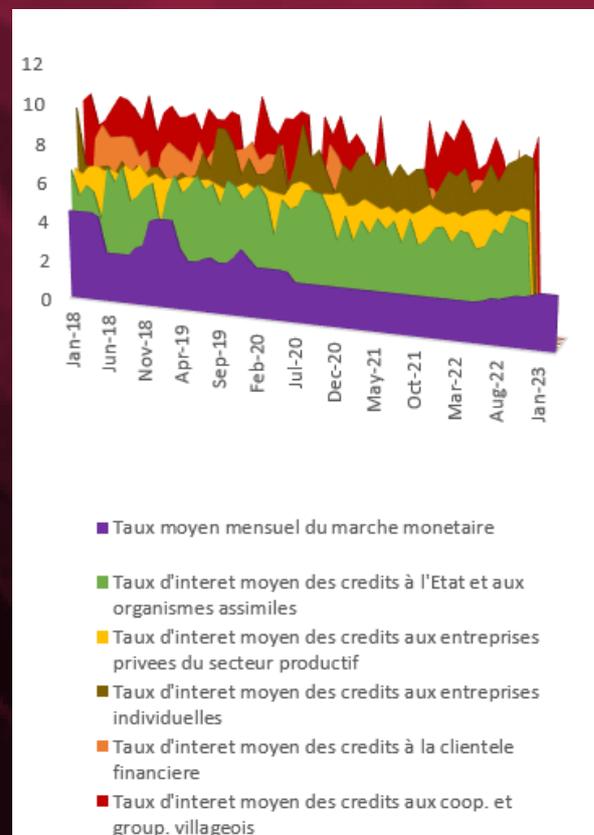
Source : personnel de la BIDC à partir des données de la BCEAO

Les différentes hausses du taux directeur ont un impact réel sur les ménages et les entreprises. Au cours des cinq dernières années, par exemple, les coopératives et les groupements villageois ont payé le plus lourd tribut à la suite des hausses de taux, avec un coût de crédit moyen de 8,7 pour cent, suivis par les entrepreneurs individuels,

qui ont supporté un coût de crédit moyen de 7,4 pour cent. Les clients du secteur financier ont supporté un coût de crédit moyen de 7 pour cent. Le gouvernement et ses organismes assimilés ont supporté un coût de crédit moyen de 5,6 % sur la période.

Compte tenu de l'incidence de la hausse des taux, qui touche de manière exagérée les coopératives et les groupements villageois, il est important de veiller à ce que cette approche soit exercée avec prudence, afin de protéger les pauvres et les personnes vulnérables de la société.

Graphique 1.4 : Coût du crédit dans l'UEMOA



Source : personnel de la BIDC à partir des données de la BCEAO

En 2023, le Bénin est le seul État membre de l'UEMOA qui devrait connaître une hausse de l'inflation, tous les autres devaient enregistrer une baisse de l'inflation. En effet, en 2023, le resserrement de la politique monétaire devrait être moins important qu'en 2022. On peut espérer que cela se traduira par une baisse des taux d'intérêt dans la zone.

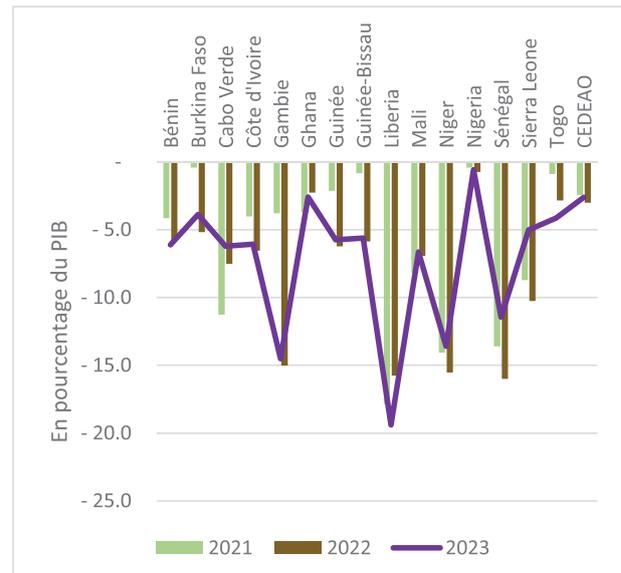
La Sierra Leone a enregistré le déficit budgétaire le plus important, soit 10,9 pour cent du PIB en 2022, contre 7,3 pour cent en 2021, tandis que la Guinée a enregistré le déficit budgétaire le plus faible, soit 0,7 pour cent du PIB en 2022. Les pressions inflationnistes observées en 2022 ont eu des effets à la fois sur les recettes et sur les dépenses. Pour les exportateurs de matières premières, la forte inflation a entraîné des recettes exceptionnelles, tandis que ces pays (comme tous les autres) ont expérimenté des dépenses plus élevées que les prévisions faites lors de la préparation de leurs budgets 2022 au cours du dernier trimestre de 2021.

Une détérioration du compte courant

Le compte courant de la plupart des États membres de la CEDEAO s'est détérioré en 2022, en raison de l'augmentation du coût des importations, particulièrement l'importation des denrées alimentaires et de l'énergie. Onze des 15 États membres ont connu une détérioration de leur compte courant en termes nominaux et en pourcentage du PIB, le Burkina Faso ayant vu son déficit être multiplié par douze en terme nominal comparativement à son niveau de 2021. Le compte courant de la Gambie en pourcentage du PIB s'est détérioré de -3,8 pour cent à -15,0 pour cent en 2022, soit la détérioration la plus importante de la sous-région. De manière globale, le compte courant de la CEDEAO s'est détérioré, passant de -2,4 pour cent en 2021 à -3,0 pour cent en 2022 (graphique 8).

Le rythme auquel les différents comptes courants de la sous-région se détériorent est préoccupant pour la stabilité monétaire de la ZMAO. Il soulève également des questions sur la valeur réelle du CFA et de l'escudo cabo-verdien par rapport à l'euro. Cette interrogation est due aux ressources substantielles qui seraient nécessaires pour défendre la parité, ainsi qu'aux implications en termes de compétitivité des biens et des services de l'UEMOA et du Cabo Verde.

Graphique 8 : Solde du compte courant



Source : Base de données des Perspectives de développement en Afrique de l'Ouest

Le surendettement

Les pays Ouest-Africains ont massivement emprunté pour financer leurs déficits budgétaires béants entre 2020 et 2021, afin de faire face aux défis socio-économiques déclenchés par la pandémie. En effet, les recettes se sont effondrées en raison de l'impact des mesures restrictives relatives à la COVID-19, tandis que les dépenses ont augmenté dans nombre de pays. La guerre en Ukraine a également justifié l'augmentation des emprunts, étant donné la nécessité d'atténuer l'impact de l'escalade des prix des denrées alimentaires et de l'énergie sur les populations.

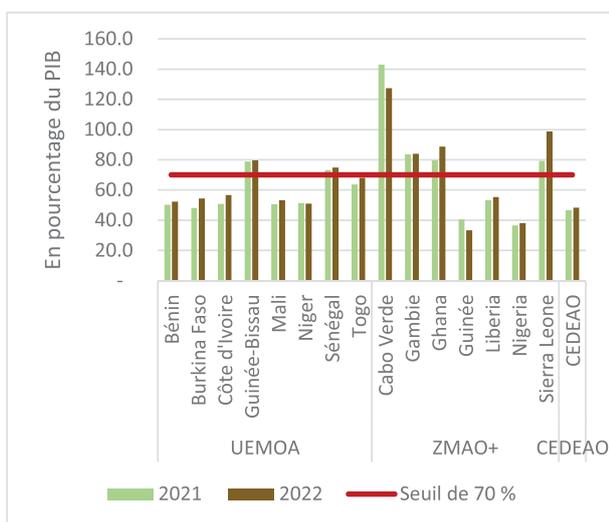
Les pays qui ont connu une forte dépréciation de la monnaie locale (par exemple le Ghana et la Sierra Leone), ont subi une importante augmentation de leur dette extérieure sans qu'ils n'aient nécessairement accumulé de nouvelles dettes. Par ailleurs, les pays qui ont connu une croissance appréciable de leur activité économique (par exemple, le Niger) ont vu leur ratio dette/PIB diminuer, même si leur dette totale a légèrement augmenté.

Le niveau de la dette publique au sein de l'UEMOA a poursuivi sa tendance à la hausse en 2022, passant à 58,7 pour cent du PIB, contre 54,8 pour cent en

2021, le Togo, par exemple, a atteint un ratio de 68 pour cent de la dette par rapport au PIB. Le ratio dette/PIB de la Côte d'Ivoire a augmenté pour atteindre 56,8 pour cent (contre 50,9 % en 2021), malgré une croissance saine de 6,7 pour cent de l'activité économique. Ceci indique qu'il y a eu une augmentation assez marquée de l'accumulation de nouvelles dettes.

Deux (2) pays de l'UEMOA et quatre (4) de la ZMAO+ ont dépassé le seuil de 70 pour cent du PIB fixé par la CEDEAO à la fin de 2022. Il s'agit de la Guinée-Bissau, du Sénégal, du Cabo Verde, de la Gambie, du Ghana et de la Sierra Leone (graphique 9, annexe 2).

Graphique 9 : Dette publique dans la CEDEAO



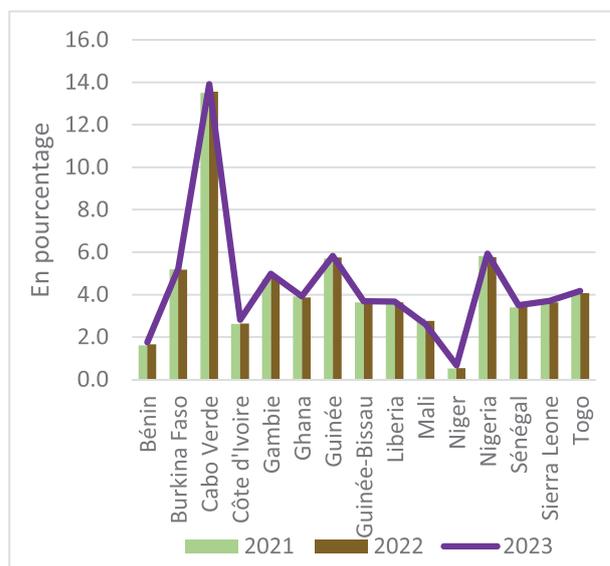
Source : Base de données des Perspectives de développement en Afrique de l'Ouest

La pauvreté en hausse

La pauvreté est restée endémique en dépit de l'escalade de la dette. Cela s'explique en partie par le fait que les chocs socio-économiques de notre époque ont entraîné une aggravation de la situation du chômage dans la sous-région, la plupart des pays ont connu une augmentation du taux de chômage en 2020, 2021 et 2022. Le taux de chômage moyen dans la sous-région s'évaluerait à 4,32 pour cent (avec hypothèse de la non prise en compte du sous-emploi) au terme l'année 2022. Le Niger (0,5 %) avait le taux de chômage le plus bas pour les personnes âgées de 15 ans et plus, tandis que le

Cabo Verde (13,6 %) avait le taux de chômage le plus élevé en 2022. L'Organisation internationale du travail (OIT) projette une aggravation de la situation en 2023, alors que les pays s'efforcent à relever les défis socio-économiques les plus difficiles. Le taux de chômage moyen dans la sous-région devrait augmenter légèrement pour atteindre 4,42 % en 2023. Le Niger devrait conserver sa position de pays ayant le taux de chômage le plus bas, avec un taux projeté de 0,7 pour cent, tandis que le Cabo Verde conserve le taux de chômage le plus élevé de 13,9 pour cent (graphique 10).

Graphique 10 : Taux de chômage dans la CEDEAO (15 ans et plus)



Source : Estimations modélisées de l'OIT (consultées le 16 avril 2023)

Encadré 2 : Le cheminement vers le surendettement

Les fondamentaux macroéconomiques des États membres de la CEDEAO ont été fortement affectés par la pandémie de COVID-19 et la guerre en Ukraine. D'une part, la forte inflation (qui a augmenté le coût des services publics) et la faible croissance (qui a augmenté le déficit potentiel de recettes) ont contribué à l'augmentation du taux d'accumulation de la dette.

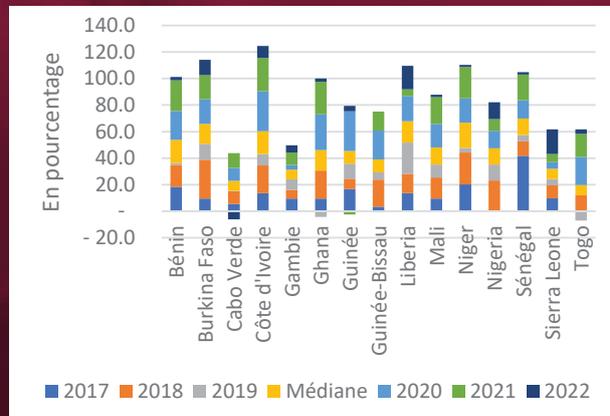
Alors que de nombreux pays de la sous-région étaient déjà sur la voie du surendettement, empruntant massivement dans les années pré-COVID-19, ce qui ne fait aucun doute, c'est que le taux d'augmentation de l'accumulation de la dette entre 2020 et 2022 dépasse celui des trois précédentes années. La croissance de l'accumulation de la dette de tous les pays a été en moyenne de 11,5 pour cent entre 2017 et 2019, atteignant 13,7 pour cent en 2020 et 2022. Alors que le taux d'accumulation de la dette dans la sous-région a connu une croissance étonnante de 20,3 pour cent en 2018, il a subi une baisse atteignant 7,3 pour cent en 2019 avant de repartir à la hausse pour atteindre 17,9 pour cent en 2020, 14,8 pour cent en 2021 et 8,4 pour cent en 2022.

Une tendance claire et cohérente se dégage pour les États membres avec les données sous-régionales, la plupart des pays ont augmenté leur taux d'emprunt après 2019 par rapport à 2019 ou aux deux années précédentes, à l'exception notable du Sénégal (2017), du Nigeria (2018), du Liberia (2019) et du Burkina Faso (2018), qui ont enregistré le taux de croissance le plus élevé de l'accumulation de la dette entre 2017 et 2019 (graphique 2.1). La Côte d'Ivoire, la Guinée et le Ghana ont augmenté leurs emprunts de 27 pour cent ou plus en 2020, et presque tous les autres ont connu une augmentation à deux chiffres.

La vague d'accumulation de la dette a entraîné une augmentation des coûts du service de la dette au fil des années, de nombreux pays ont été contraint de consacrer une part importante de leurs recettes pour faire face à ces obligations. En 2022, neuf pays ont consacré 25 pour cent ou plus de leurs recettes au seul service de la dette, et environ cinq d'entre eux y ont consacré près de la moitié de leurs recettes (graphique 2.2). Il est évident que cette situation n'est pas viable avec un risque de crise budgétaire et de défaut

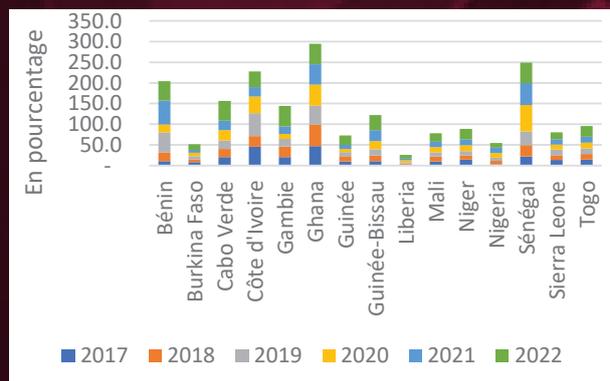
de paiement, ce qui est incompatible avec une gestion économique à long terme.

Graphique 2.1 : Taux d'accumulation de la dette au sein de la CEDEAO



Source : Calculs du personnel de la BIDC à partir des Perspectives de l'économie mondiale

Graphique 2.2 : Ratio service de la dette-recettes



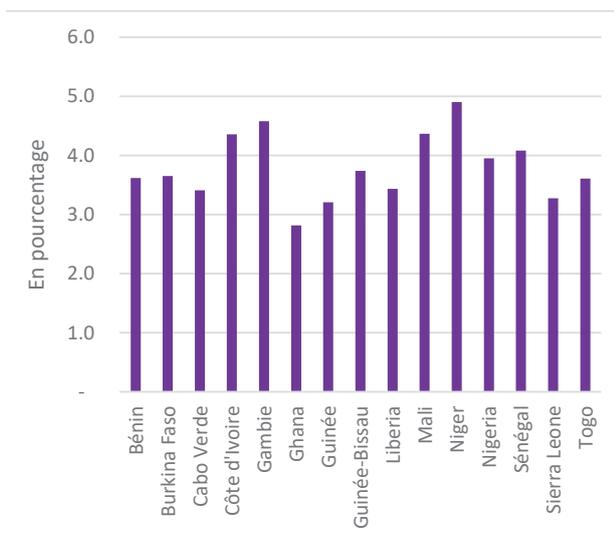
Source : Calculs du personnel de la BIDC à partir des statistiques de la dette internationale de la Banque mondiale et des Perspectives de l'économie mondiale du FMI.

Les pays doivent s'efforcer de sortir leur solde primaire de l'ornière négative en réduisant les dépenses et en réduisant le déficit budgétaire afin de s'assurer qu'ils n'auront pas à dépenser une plus grande partie de leurs revenus pour le service de la dette. Il est important d'explorer les moyens de restructuration de la dette existante, soit par le biais d'un refinancement, soit en recherchant à moyen terme une dette à plus long terme afin de leur donner le temps de se remettre en ordre. Sur ce dernier point, la nature agitée des marchés rend actuellement peu probable l'accès à un financement moins onéreux. Cette stratégie doit être abordée avec beaucoup de prudence.

Le coût élevé de la vie et la baisse des revenus réels qui en découlent ont également entraîné une augmentation du nombre de travailleurs pauvres en Afrique de l'Ouest. Les données de l'OIT indiquent que le nombre de travailleurs pauvres a augmenté de 3,9 pour cent (soit 5,4 millions de personnes) pour atteindre 142,3 millions de personnes en 2022. Le Niger (4,9 %) a enregistré la plus forte augmentation, tandis que le Ghana (2,8 %) a enregistré la plus faible augmentation du nombre de travailleurs pauvres (graphique 11).

Les projections en matière de faiblesse de la croissance du PIB sous-régional pour 2023 et les niveaux de prix toujours élevés devraient conduire à une nouvelle hausse de la taille des travailleurs pauvres et de la pauvreté en général.

Graphique 11 : Croissance des travailleurs pauvres au sein de la CEDEAO, 2022



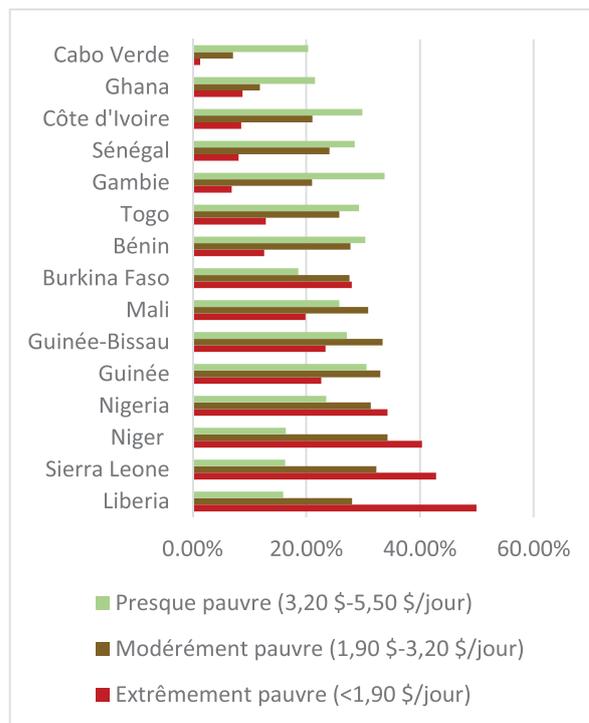
Source : Calculs du personnel de la BIDC à partir des estimations modélisées de l'OIT (consultées le 16 avril 2023)

L'augmentation du nombre total de travailleurs pauvres au Niger est due à une augmentation du nombre de personnes extrêmement pauvres, modérément pauvres et presque pauvres de 3,4 pour cent, 5,5 pour cent et 6,6 pour cent, respectivement. Neuf des 15 pays ont connu une aggravation du niveau d'extrême pauvreté, tandis que six ont connu

une légère amélioration, voire une amélioration modérée, du niveau d'extrême pauvreté. En outre, tous les pays, à l'exception de trois (Cabo Verde, Ghana et Côte d'Ivoire), ont connu une hausse de la catégorie des travailleurs modérément pauvres. Enfin, les 15 pays ont connu une hausse du nombre de personnes classées comme presque pauvres, la Côte d'Ivoire (7,1 %) enregistrant la plus forte détérioration et le Ghana la plus faible (4,1 %).

Près de la moitié de la population active du Liberia (49,97%) est classée comme extrêmement pauvre, vivant avec moins de 1,90 USD par jour, tandis que le Cabo Verde a la proportion la plus faible de population active extrêmement pauvre (1,36%). Le Niger (34,3 %) a la plus forte proportion de travailleurs modérément pauvres de la population active totale, tandis que le Cabo Verde (7,1 %) est une fois de plus le pays qui en compte le moins. Enfin, la Gambie (33,8 %) a la plus forte proportion de travailleurs presque pauvres en pourcentage de la population active totale, le Liberia enregistrant la proportion la plus faible (15,9 %), comme la montre la graphique 12.

Graphique 12 : Répartition des travailleurs pauvres

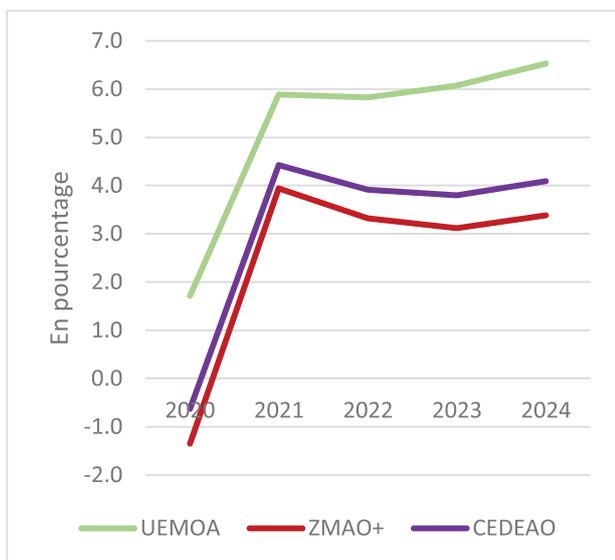


Source : Estimations modélisées de l'OIT (consultées le 16 avril 2023)

Une croissance vacillante et irrégulière

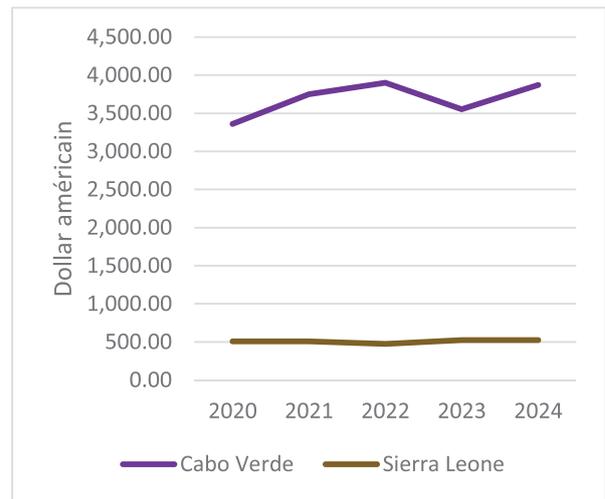
L'activité économique de la CEDEAO devrait croître de 3,8 pour cent en 2023, contre 3,9 pour cent en 2022, l'UEMOA et la ZMAO+ devraient respectivement croître de 6,1 pour cent et 3,1 pour cent. En 2024, la croissance du PIB de la CEDEAO devrait atteindre 4,1 pour cent, celle de l'UEMOA et de la ZMAO+ 6,5 pour cent et 3,4 pour cent respectivement (graphique 13). La trajectoire de croissance des sous-groupes de la CEDEAO laisse présager une divergence entre les deux. En outre, l'écart de revenu devrait se creuser entre le Cabo Verde, le pays ayant le PIB par habitant le plus élevé, et la Sierra Leone, le pays ayant le PIB par habitant le plus bas (graphique 14). Il convient donc d'œuvrer à la convergence de la croissance et de remédier aux inégalités de revenus à l'intérieur des pays et entre eux.

Graphique 13 : Une trajectoire de croissance divergente dans la CEDEAO



Source : Base de données des Perspectives de développement en Afrique de l'Ouest

Graphique 14 : L'écart de revenus s'amplifie

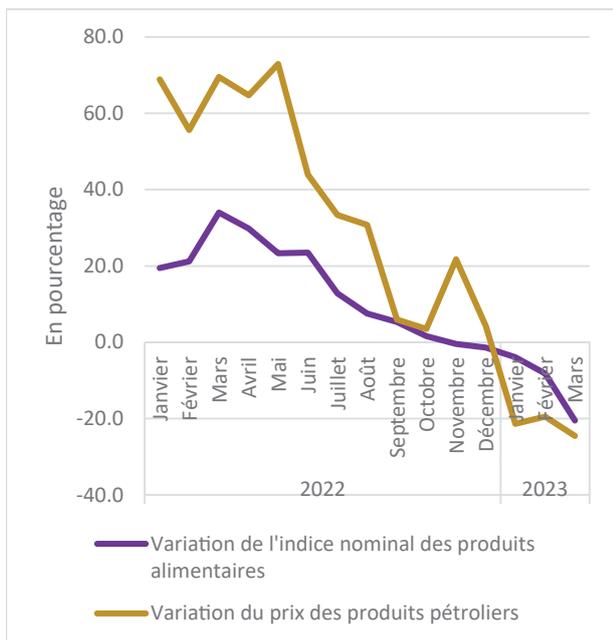


Source : Base de données des Perspectives de développement en Afrique de l'Ouest

L'inflation en baisse, mais demeure une menace pour la lutte contre la pauvreté

L'inflation a culminé dans de nombreux États membres au cours du second semestre 2022, avant de fléchir au cours du premier trimestre 2023. Néanmoins, l'inflation reste élevée, même s'il se dégage des perspectives de baisse ultérieure. Le recul de l'inflation a été soutenu par une baisse de prix des denrées alimentaires et de l'énergie ainsi que par des gains de change par rapport aux principales monnaies. Les données de la FAO indiquent que les indices nominaux et réels des prix des denrées alimentaires ont nettement diminué depuis leurs pics de mars 2022, grâce à l'assouplissement des restrictions de l'offre au fil du temps. De toute évidence, le prix du pétrole brut a également suivi une tendance à la baisse depuis son pic de mai 2022, renforçant le déclin de l'inflation dans de nombreux pays de la CEDEAO (graphique 15).

Graphique 15 : Evolution de l'indice des produits alimentaires et du prix des produits pétroliers (en glissement annuel)

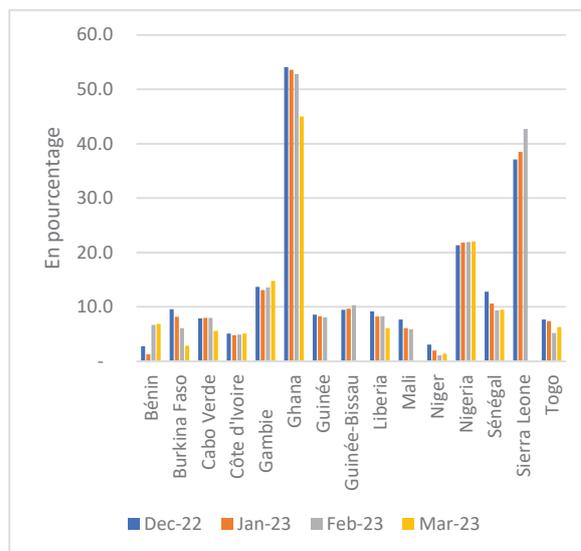


Source : Calculs fondés sur les données de la FAO et de Bloomberg (consultés le 15 avril 2023)

L'indice nominal des prix des produits alimentaires a respectivement baissé de 3,2 pour cent, 8,2 pour cent et 20,5 pour cent en glissement annuel en janvier, février et mars 2023. Le prix du pétrole brut a également baissé de 21,4 pour cent, 19,5 pour cent et 24,5 pour cent en glissement annuel respectivement en janvier, février et mars 2023. Ces facteurs ont contribué à une baisse générale de l'inflation au cours du premier trimestre 2023, le Ghana, par exemple, a enregistré une inflation de fin de période de 45 pour cent en mars 2023, en baisse par rapport au pic de 54,1 pour cent atteint en décembre 2022. Cela étant, quelques pays comme le Bénin, le Nigeria et la Sierra Leone se démarquent de la tendance, l'inflation de mars 2023 étant supérieure à celle de décembre 2022 (graphique 16).

En 2023, l'inflation moyenne devrait baisser pour atteindre 16,7 pour cent dans la CEDEAO, 5,4 pour cent dans l'UEMOA et 20,0 pour cent dans la ZMAO+ (annexe 1).

Graphique 16 : Inflation au premier trimestre 2023



Source : Données issues des pays

Un semblant d'assainissement budgétaire

Le surendettement, le rétrécissement du financement et les coûts élevés du service de la dette plaident fortement en faveur d'un assainissement budgétaire en 2023. Presque tous les États membres devraient enregistrer un déficit budgétaire inférieur à celui de 2021, étant donné que l'espace budgétaire se rétrécit dans la sous-région.

Le solde budgétaire global de la CEDEAO devrait se réduire atteignant -5,4 pour cent du PIB en 2023, puis -5,3 pour cent en 2024. L'UEMOA, qui a enregistré un déficit plus important en 2022 par rapport à 2021, devrait enregistrer une amélioration de son solde budgétaire passant de -5,3 pour cent du PIB en 2023, puis à -4,4 pour cent du PIB en 2024. La ZMAO+, quant à elle, devrait améliorer son solde budgétaire en pourcentage du PIB à -5,4 pour cent en 2023, mais devrait enregistrer une légère détérioration pour être chiffré à -5,6 pour cent en 2024 (annexe 2).

Les projections d'équilibre budgétaire des États membres reflètent une réduction générale de l'écart

des recettes, ce qui est nécessaire pour ralentir le rythme d'accumulation de la dette, compte tenu de l'environnement d'endettement à coût élevé auquel les années 2023 et 2024 risquent d'être confrontées.

Rebond du solde du compte courant

Le solde du compte courants devrait s'améliorer pour la plupart des pays en 2023 et continuer sur cette trajectoire en 2024, en supposant que la guerre se soit calmée d'ici là. En 2023, le solde du compte courant de la CEDEAO devrait atteindre -2,6 pour cent du PIB et s'améliorer pour atteindre -1,9 pour cent du PIB en 2024, étant donné que la baisse de l'inflation entraîne une diminution des coûts d'importation. L'UEMOA devrait terminer l'année 2023 avec un solde du compte courant de -7,3 pour cent du PIB, et terminer l'année 2024 à -5,3 pour cent du PIB. De même, le solde du compte courant de la ZMAO+ devrait s'améliorer pour atteindre -1,2 pour cent en 2023 et s'améliorer légèrement pour atteindre -0,9 pour cent en 2024 (annexe 3).

Des niveaux d'endettement vertigineux

La dette publique devrait augmenter en 2023, étant donné la persistance (quoique plus restreinte) des déficits budgétaires dans l'ensemble de la sous-région. Cela étant, la plupart des nouvelles dettes devraient provenir de sources intérieures, étant donné que les taux des marchés internationaux de capitaux sont prohibitifs pour beaucoup. Cela soulève ainsi des questions sur les effets d'éviction et la stabilité des devises, étant donné la persistance des difficultés d'approvisionnement en devises fortes.

Le ratio dette/PIB devrait augmenter à 50 pour cent en 2023, contre 48,4 pour cent en 2022, avant de diminuer à 48,9 pour cent en 2024. Au niveau de l'UEMOA, le ratio dette/PIB devrait s'établir à 61,7 pour cent en 2023, contre 58,7 pour cent en 2021. Ce ratio devrait légèrement diminuer pour atteindre 60,1 pour cent en 2024. Le ratio dette/PIB de la ZMAO+ est projeté à 46,1 pour cent en 2023, avec une légère baisse à 45,2 pour cent en 2024 (annexe 2).

Sauf restructuration de la dette, la plupart des pays connaîtront une augmentation du ratio dette/PIB en 2023, à moins qu'il n'y ait une politique délibérée de remboursement de la dette existante, ce qui pourrait avoir des conséquences sur le déficit budgétaire. Si rien n'est fait pour résoudre le problème de la dette, davantage de pays franchiront le seuil des 70 pour cent de dette par rapport au PIB au cours des 3 à 5 prochaines années.

Les turbulences du secteur financier, le rétrécissement du financement et les priorités en matière de développement

Le secteur financier mondial a été secoué par un régime d'inflation élevée, des hausses de taux d'intérêt, l'augmentation de la dette et le rétrécissement général du financement engendrés principalement par ces événements. L'effondrement et/ou le rachat forcé de trois (3) institutions financières aux États-Unis -Silicon Valley Bank, Signature Bank et First Republic Bank- et du Crédit Suisse en Suisse ont provoqué une série d'ondes de choc dans le secteur financier de ces pays, même s'ils n'ont pas encore eu d'effet de contagion sur l'architecture financière mondiale.

Ces événements ont entraîné une augmentation de l'aversion pour le risque, ce qui a conduit à une contraction des ressources financières destinées aux prêts. La contraction des ressources financières pour le développement a frappé les économies en développement encore plus durement, étant donné l'érosion des gains socio-économiques, qui a commencé en 2020. La plupart des banques de la sous-région sont en moins bonne posture aujourd'hui qu'elles ne l'étaient il y a quelques années en raison de la confluence des chocs et du resserrement des écarts de taux d'intérêt.

Dans le même temps, les banques des États membres qui ont connu des écarts importants entre les taux d'intérêt souverains ont fait la désagréable expérience d'un rétrécissement du financement, les obligations d'État étant devenues plus attrayantes. Les effets à long terme de ce phénomène toucheront simultanément le secteur public et le secteur privé.

Si les deux secteurs sont confrontés à des coûts d'emprunt plus élevés, des menaces évidentes pèsent sur la croissance de l'activité économique à moyen et long terme, car le rétrécissement du financement entraînera une suppression des activités susceptibles de stimuler la croissance, ce qui devrait déclencher une longue période de déséquilibres macroéconomiques.

RISQUES DE DÉGRADATION

La croissance de l'activité économique devrait rebondir dans la plupart des pays de la CEDEAO au cours des deux (2) prochaines années, tandis que l'inflation devrait fléchir, conduisant à une des conditions par rapport à celles obtenues en 2022. Néanmoins, il existe des obstacles évidents qui, s'ils se matérialisent, pourraient compromettre la réalisation de certains projets importants.

Réduction de la production des produits pétroliers

Les prix du pétrole brut ont joué un rôle déterminant dans le déclenchement de la spirale inflationniste en 2022, tout comme ils l'ont fait dans son ralentissement. Le 2 avril 2023, L'Organisation des pays exportateurs de pétrole et d'autres pays (l'OPEP+) a annoncé son intention de réduire la production de pétrole brut de 1,16 million de barils par jour, en plus d'une réduction de production préexistante de 2 millions de barils par jour. Cette annonce a engendré une augmentation de près de 5 dollars du prix du pétrole brut le 4 avril 2023, à 80,42 dollars le baril, le prix restant dans la fourchette des 80 dollars avant de redescendre dans la fourchette des 70 dollars. Il s'agit là d'un facteur de risque pour la tendance à la baisse de l'inflation prévue et son impact sur la croissance de l'activité économique en 2023. Si les prix du pétrole brut restent élevés, il y a de fortes chances que l'inflation reste obstinément élevée dans la sous-région et que les objectifs de croissance ne soient pas atteints. Cela aura un impact négatif sur les objectifs de pauvreté à court et moyen terme.

Une guerre persistante

La guerre en Ukraine continue de poser des difficultés pour la stabilité macroéconomique. En fonction de la phase suivante de la guerre, il pourrait y avoir des conséquences négatives pour la sécurité alimentaire,

l'inflation et la croissance économique, étant donné l'importance des deux pays belligérants dans le commerce mondial. La fin imminente de la guerre aura un effet positif sur la production mondiale. Plus la guerre durera, plus le risque d'un impact négatif persistera.

Hausse des prix des denrées alimentaires

Si, pour une raison ou une autre, les approvisionnements alimentaires ne sont pas à la hauteur des attentes, cela pourrait déclencher une nouvelle poussée d'inflation persistante en 2023. Outre des conditions météorologiques favorables, il est nécessaire de désengorger les chaînes d'approvisionnement alimentaire afin d'éviter que ne se reproduise ce qui s'est produit au premier semestre 2022. La principale menace à cet égard est la possibilité que la Russie abandonne l'initiative sur les céréales de la mer Noire, soutenue par les Nations unies, qui permettra aux céréales ukrainiennes d'être exportées depuis les ports ukrainiens contrôlés par la Russie via la mer Noire. L'abandon de cet accord entraînera une nouvelle hausse des prix des denrées alimentaires et un cauchemar budgétaire pour les pays qui ont déjà connu des difficultés considérables au cours de ces trois années d'incertitude exceptionnelle et d'augmentation de la pauvreté.

En outre, les engrais et les produits chimiques doivent être facilement disponibles afin de garantir une exploitation tout au long de l'année et de reconstituer les stocks épuisés au cours des trois dernières années.

Politique monétaire : hausse des taux

Les prix étant toujours élevés, il est possible que les banques centrales continuent d'envisager des hausses de leur taux directeur pour juguler l'inflation. Cependant, cette option, comme en témoigne la situation de 2022, n'a fait qu'augmenter le coût du financement. Les hausses des taux directeurs aux États-Unis, en particulier, ont alimenté la fuite des capitaux et la dépréciation des monnaies locales, entraînant un rétrécissement du financement dont la

CEDEAO ne s'est pas encore remise. Si les États-Unis continuent sur cette voie, ils exacerberont la pénurie de financement, privant les entreprises des fonds nécessaires à leur expansion. Cela aura également un impact négatif sur la stabilité des monnaies nationales. Comme l'observe la CNUCED (2022), les monnaies d'environ 90 pays en développement se sont dépréciées en 2022, en raison des hausses de taux d'intérêt des économies avancées.

Dépréciation monétaire

Comme cela a été amplement démontré, la stabilité du taux de change est cruciale pour un certain nombre de variables macroéconomiques dans la sous-région. Un taux de change stable devrait garantir une inflation régulière, réduirait les obligations liées au service de la dette et diminuerait le risque de dépassement des dépenses. Les autorités budgétaires seront ainsi mieux à même de maintenir le cap de l'assainissement budgétaire et de la viabilité de la dette. Tout autre résultat pourrait conduire à des dérapages budgétaires et à un risque accru d'insoutenabilité de la dette.

Étant donné que six États membres ont dépassé le ratio dette/PIB, il est important de garder toutes les variables sous surveillance, en particulier le taux de change, étant donné que dans certains pays, une dépréciation d'un pour cent de la monnaie locale entraîne une augmentation d'un pour cent du ratio dette/PIB.

Insécurité

La sous-région reste confrontée à l'insécurité, en particulier dans la région du Sahel, avec des risques de contagion pour les pays côtiers d'Afrique de l'Ouest. Cette situation a affecté l'activité agricole, avec des conséquences sur la sécurité alimentaire à moyen et long terme. Les problèmes de sécurité ont entraîné des déplacements de population à l'intérieur des pays, privant de nombreux habitants de leurs moyens de subsistance. Étant donné que ces insurrections partent des zones rurales, avec des attaques sporadiques dans les grandes villes, les agriculteurs, qui sont les plus pauvres de la

sous-région, sont davantage confrontés à une pauvreté extrême.

Outre le risque lié à la croissance économique et aux objectifs d'inflation, il existe un risque bien réel d'aggravation de la pauvreté dans la sous-région si cette menace n'est pas endiguée. Par exemple, en tant que producteur majeur de tomates, le Burkina Faso a connu des problèmes d'insécurité qui ont conduit à une augmentation du prix de ce produit.

Les déplacements des populations, tant à l'intérieur des pays qu'au-delà des frontières, constituent une menace pour la sécurité. Cela pourrait donner l'occasion à des individus sans scrupules de se mêler aux citoyens respectueux de la loi et de provoquer des troubles dans d'autres régions.

Le déplacement des populations sahéliennes vers le sud pourrait entraîner des violations des droits de l'homme dans les pays d'accueil, une augmentation de la pauvreté urbaine et de l'insécurité dans les communautés des pays d'accueil.

IMPLICATIONS DE POLITIQUE ÉCONOMIQUE

Vers un commerce soutenu par les monnaies locales

L'orientation de la politique monétaire de la Réserve fédérale américaine en 2022, visant à lutter contre l'inflation, a involontairement conduit à une augmentation du coût des capitaux et à un rétrécissement du financement dans le monde entier. Les pays en développement qui commercent principalement en dollars américains, même lorsqu'ils ne commercent pas avec les États-Unis, subissent cette pression. Les hausses de taux d'intérêt, dans le contexte des contraintes liées à l'offre, ont entraîné une pénurie de billets verts dans de nombreux pays en développement, ce qui a provoqué une dépréciation des monnaies locales dans la ZMAO, en particulier.

Trouver une monnaie alternative au dollar pour les échanges commerciaux hors États-Unis est un sujet qui préoccupe de nombreux décideurs politiques depuis des années. Toutefois, les années 2022 et 2023 semblent avoir rapproché le monde de cette réalité. Cela dit, le dollar restera la monnaie de réserve mondiale pendant de nombreuses années encore, même si les BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud) ont annoncé leur intention de prendre des mesures pratiques pour utiliser une monnaie commune (existante ou nouvelle) pour commercer entre eux et que d'autres pays étudient la possibilité de le faire.

Il est important que les pays de la CEDEAO travaillent à l'utilisation des monnaies locales dans le commerce intrarégional et intra-africain en profitant de la plateforme du Système panafricain de paiement et de règlement (PAPSS), tel qu'envisagé dans le cadre de la Zone de libre-échange continentale

africaine (ZLECAf). Cela contribuera à apporter une plus grande stabilité aux monnaies locales, étant donné que cela entraînera une réduction de la demande de dollars, ce qui leur permettra de mieux maîtriser l'inflation.

Repenser le commerce intrarégional

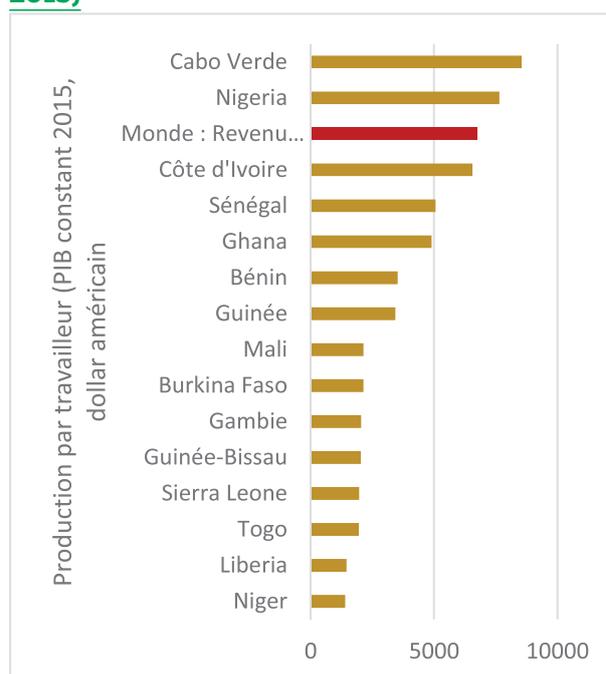
Le commerce sous-régional dépend de l'exportation de matières premières. Il existe cependant de réelles possibilités d'accroître le commerce intrarégional, compte tenu des nouvelles industries qui ont émergé et de la possibilité de mettre sur pied d'autres industries à l'avenir. Le Ghana et le Nigeria sont devenus des centres d'assemblage de véhicules pour certains des plus grands noms de l'industrie: Volkswagen, Nissan, Toyota-Suzuki, Sinotruck, Kia, Peugeot, en plus des entreprises automobiles locales. Grâce à la ZLEAC et au PAPSS, ces véhicules pourront être achetés dans la monnaie locale de l'acheteur, ce qui aura pour effet de soutenir la monnaie locale.

Par ailleurs, les industries de raffinerie de pétrole brut et des engrais au Nigeria sont des domaines sur lesquels la sous-région peut capitaliser pour améliorer le commerce intrarégional, réduisant le coût du commerce tout en diminuant les pressions sur les monnaies locales. Ces possibilités se présentent comme une occasion unique pour la sous-région pour intensifier les efforts en matière de sécurité alimentaire et de commerce intrarégional grâce à ces énormes industries au Nigeria, une situation pouvant conduire à la convergence des chocs tout en fournissant une justification suffisante pour le programme de la monnaie unique.

Améliorer la productivité du facteur travail

Les pays de la CEDEAO ont une productivité du facteur travail parmi les plus faibles au monde. Treize des quinze pays de la sous-région ont une productivité du travail inférieure à la moyenne de tous les pays à revenu moyen inférieur, qui est d'environ 6 761 de dollar américain (graphique 17).

Graphique 17 : Productivité du facteur travail dans la CEDEAO (en termes de PIB constant de 2015)



Source : Estimations modélisées de l'OIT, Nov. 2022

La sous-région doit s'efforcer d'améliorer la productivité de la main-d'œuvre en abordant les questions relatives à la qualité et à l'efficacité de la main-d'œuvre. En ce qui concerne la qualité de la main-d'œuvre, le système éducatif devra être structuré de manière à mettre l'accent sur l'innovation et les compétences techniques pratiques qui répondent aux besoins des entreprises. En ce qui concerne l'efficacité, il est important que le système éducatif et le monde du travail dotent les étudiants ou les travailleurs des outils nécessaires (matériels et immatériels) pour optimiser l'efficacité.

Augmenter la couverture en électricité

La fourniture d'électricité est un facteur qui peut avoir un impact positif sur la productivité du travail. L'Afrique de l'Ouest a eu du mal à fournir un accès à l'électricité à sa population, malgré les efforts déployés pour améliorer les capacités de production, de transmission et de distribution au fil du temps. L'AIE (2022) note qu'à l'exception du Ghana et de la Côte d'Ivoire, le taux d'accès à l'électricité est inférieur à 75 pour cent de la population dans l'ensemble de la CEDEAO. En outre, alors que les estimations de la

couverture électrique de 2021, par rapport à 2015, montrent que des progrès appréciables ont été réalisés dans certains pays, l'AIE note également que la croissance rapide de la population dans la sous-région pourrait conduire à une aggravation du déficit d'approvisionnement en électricité, si les pays n'investissent pas davantage dans le secteur de l'électricité.

RÉFÉRENCES

International Energy Agency. 2022. Africa Energy Outlook 2022—Analysis. Paris: IEA.

International Monetary Fund. 2023. World Economic Outlook: A Rocky Recovery. Washington, DC: IMF.

United Nations Conference on Trade and Development. 2022. Development prospects in a fractured world: Global disorder and regional responses. New York: UNCTAD.

World Bank. 2023. Africa's Pulse: Leveraging Resource Wealth During the Low Carbon Transition. Washington, DC: World Bank.

World Bank. 2022. International Debt Report 2022: Updated International Debt Statistics. Washington, DC: World Bank.

FICHES PAYS



BÉNIN



Performance macroéconomique

L'activité économique du Bénin a crû suivant un taux de croissance de 6,0 pour cent en 2022, contre 7,2 pour cent un an plus tôt. Cette croissance a été impulsée par la croissance de la production agricole, en particulier le coton, et le secteur des services. L'inflation a été très faible en 2022, par rapport à la moyenne mondiale et sous-régionale. Le taux d'inflation moyen a légèrement baissé, passant de 1,7 pour cent en 2021 à 1,5 pour cent en 2022. Cette évolution a été rendue possible par des interventions budgétaires temporaires et une campagne agricole réussie, avec notamment de bonnes récoltes de cultures vivrières. Le déficit budgétaire en pourcentage du PIB a légèrement diminué mais est resté supérieur au seuil de 3 pour cent. Le déficit budgétaire est passé de 5,7 pour cent du PIB en 2021 à 5,6 pour cent en 2022. Malgré une augmentation de la dette passant de 50,3 pour cent du PIB en 2021 pour atteindre 52,4 pour cent du PIB en 2022, le pays n'est pas en situation de surendettement. Le déficit du compte courant s'est encore détérioré, passant de 4,2 pour cent du PIB en 2021 à 5,7 pour cent du PIB en 2022.

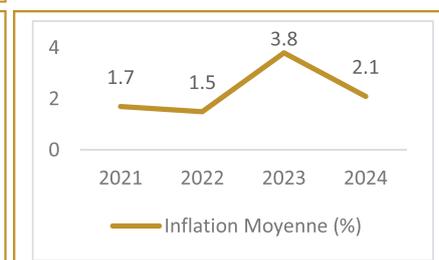
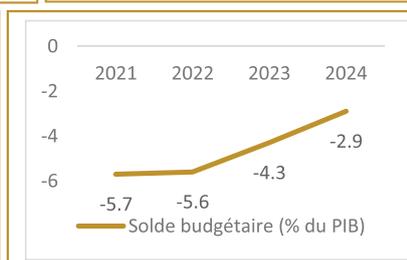
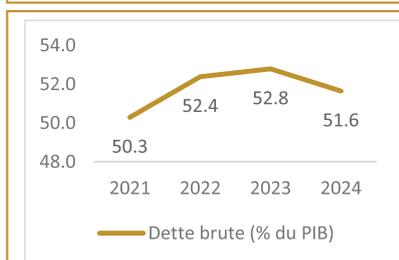
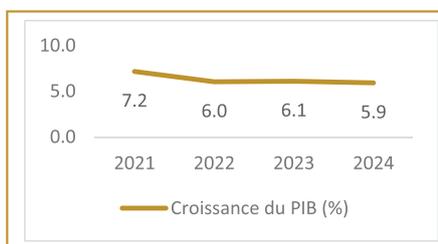
Perspective

Le taux de croissance économique devrait légèrement croître pour atteindre 6,1 pour cent en 2023 avant de baisser à 5,9 pour cent en 2024. Ayant réussi

à contenir l'inflation au cours des deux dernières années, le Bénin devrait enregistrer une inflation de 3,8 pour cent en 2023, avant de baisser à 2,1 pour cent en 2024. Le déficit budgétaire devrait diminuer en 2023 et 2024 pour s'établir respectivement à 4,3 pour cent et 2,9 pour cent du PIB. La dette brute devrait atteindre 52,8 pour cent du PIB en 2023 avant de diminuer légèrement à 51,6 pour cent du PIB en 2024. Le déficit du compte courant devrait encore se détériorer en 2023 pour atteindre 6,1 pour cent du PIB avant de fléchir à 5,2 pour cent du PIB en 2024.

Défis à relever

Le Bénin, comme d'autres pays de la sous-région, demeure confronté à l'impact négatif des tendances inflationnistes mondiales qui ont été initialement alimentées par le COVID-19 et ensuite par la crise énergétique induite par la guerre entre la Russie et l'Ukraine. À moins que les tensions inflationnistes mondiales ne s'apaisent, le pays devra faire face à des coûts de financement plus élevés, tant sur le plan national que sur les marchés financiers régionaux. En outre, les attaques terroristes qui ont eu lieu dans le nord du pays en 2022 constituent un risque réel pour la sécurité, dont la persistance pourrait avoir un impact négatif sur l'activité économique, en particulier l'agriculture.



BURKINA FASO



Performance macroéconomique

L'activité économique du Burkina Faso n'a pu progresser que de 2,5 pour cent en 2022, contre 6,9 pour cent en 2021. Cette faible croissance s'explique en partie par les effets de deux coups d'Etat en huit mois et la fermeture des frontières avec les pays voisins qui s'en est suivie, ce qui a eu un impact négatif sur le commerce du pays. De plus, le conflit entre la Russie et l'Ukraine a suscité une hausse de l'inflation, qui a atteint 14,1 pour cent en 2022, contre 3,9 pour cent en 2021, soit le niveau le plus élevé de la décennie. Le déficit budgétaire a atteint 10,4 pour cent du PIB en 2022, contre 7,4 pour cent du PIB en 2021. La dette brute a augmenté mais est restée en dessous du seuil de 70 pour cent du PIB, soit 54,3 pour cent du PIB en 2022, contre 48,2 pour cent du PIB en 2021. Le déficit du compte courant s'est encore creusé pour atteindre 5,2 pour cent du PIB en 2022, contre 0,4 pour cent du PIB en 2021.

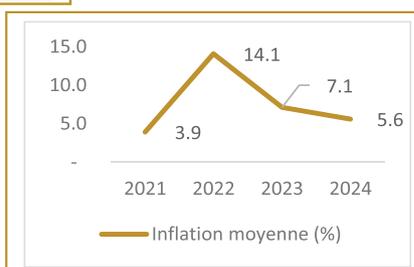
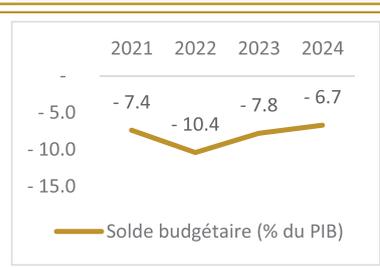
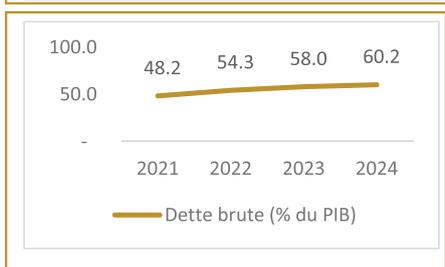
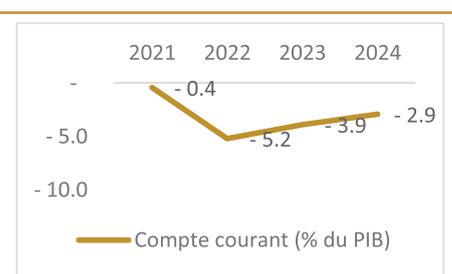
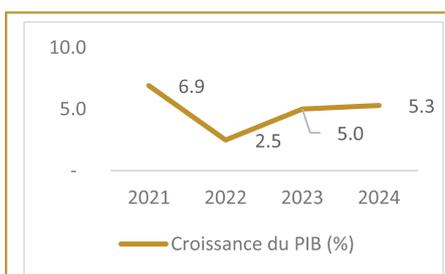
Perspective

L'économie du Burkina Faso devrait croître de 5 pour cent en 2023 puis de 5,3 pour cent en 2024. L'inflation devrait baisser mais demeurer au-dessus du seuil de 3 pour cent fixé par l'UEMOA. Le taux d'inflation devrait passer de 7,1 pour cent en 2023 à

5,6 pour cent en 2024. Le déficit budgétaire devrait se réduire, passant de 7,8 pour cent du PIB en 2023 à 6,7 pour cent en 2024. En revanche, la dette brute devrait poursuivre sa tendance haussière, passant de 58 pour cent du PIB en 2023 à 60,2 pour cent du PIB en 2024. Le déficit du compte courant devrait diminuer, passant de 3,9 pour cent du PIB en 2023 à 2,9 pour cent du PIB en 2024.

Défis à relever

L'insécurité croissante, due aux attaques terroristes dans le nord, est un frein à la croissance de l'activité économique. Le Burkina Faso, comme d'autres pays de la sous-région, reste confronté à la problématique de l'inflation. Une résurgence de l'inflation affectera négativement la croissance de l'activité économique. Le pays devra aussi faire face à des coûts de financement élevés, tant au niveau national que sur les marchés financiers régionaux. Enfin, une pluviométrie insuffisante pourrait porter un coup sévère au secteur agricole, qui reste essentiellement tributaire de la pluviométrie. Ces facteurs pourraient conduire à une dégradation de la notation de crédit, ce qui augmenterait encore le coût du financement.



CABO VERDE

Performance Macroéconomique

L'économie du Cabo Verde a connu une croissance de 10,5 pour cent en 2022, contre 7,0 pour cent en 2021, l'industrie du tourisme poursuivant son recouvrement après le ralentissement provoqué par la pandémie de COVID-19. L'inflation moyenne au Cabo Verde a atteint 7,9 pour cent en 2022, contre 1,9 pour cent en 2021. Le solde budgétaire s'est amélioré, passant de -7,3 pour cent du PIB à -4,5 pour cent, tandis que le ratio dette/PIB a considérablement diminué, passant de 142,9 pour cent en 2021 à 127,4 pour cent en 2022. Le solde du compte courant s'est également amélioré, passant de -11,3 pour cent du PIB en 2021 à -7,5 pour cent du PIB en 2022.

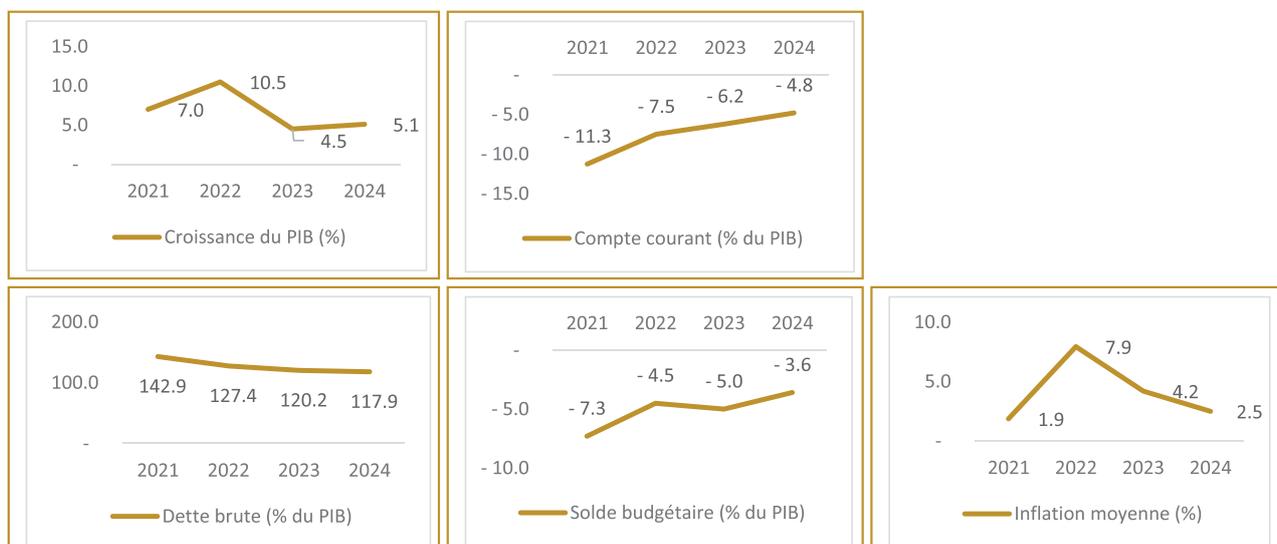
Perspective

La croissance du PIB du Cabo Verde devrait ralentir et se situer respectivement autour de 4,5 pour cent et 5,1 pour cent en 2023 et 2024, en raison de l'effet de base de la croissance de 2022. Cette projection de croissance est tributaire de la poursuite de la reprise du secteur touristique après la pandémie. L'inflation moyenne devrait baisser pour atteindre 4,2 pour cent et 2,5 pour cent en 2023 et 2024, respectivement, conformément à la baisse des

attentes inflationnistes. Le solde budgétaire devrait se dégrader pour atteindre -5,0 pour cent du PIB en 2023, avant de s'améliorer pour atteindre -3,6 pour cent du PIB en 2024. Dans la même veine, la dette publique devrait continuer à diminuer pour atteindre 120,2 pour cent du PIB en 2023 puis 117,9 pour cent du PIB en 2024. La reprise attendue du secteur du tourisme devrait se traduire par une amélioration du compte courant, le ratio du compte courant au PIB passant de -6,2 pour cent en 2023 à -4,8 pour cent en 2024.

Défis à relever

Le plus grand obstacle auquel l'économie cabo-verdienne est confrontée pourrait être un effondrement de la croissance du secteur du tourisme en raison de facteurs qui pourraient entraîner des confinements forcés ou faire grimper les prix au-delà des niveaux raisonnables. Des prix élevés réduiront la valeur ajoutée dans le secteur du tourisme. Le pays a connu une sécheresse au cours des cinq dernières années, qui a aggravé l'inflation alimentaire. La persistance de cette tendance affectera négativement la production agricole et augmentera les craintes d'insécurité alimentaire.



CÔTE D'IVOIRE

Performance macroéconomique

Malgré une légère perte de croissance de 0,3 point de pourcentage comparativement à 2021, la Côte d'Ivoire a enregistré un taux de croissance appréciable de 6,7 pour cent en 2022, ce qui en fait le troisième taux le plus élevé de la CEDEAO. Cette performance a été tirée par la consommation privée, l'investissement public et les augmentations de salaires dans la fonction publique. L'inflation s'est établie en moyenne à 5,2 pour cent en 2022, contre 4,2 pour cent en 2021. Les facteurs qui ont conduit à la hausse de l'inflation comprennent l'augmentation des prix des denrées alimentaires, des transports et de l'énergie. Le déficit budgétaire s'est creusé pour atteindre 6,7 pour cent du PIB en 2022, contre 4,8 pour cent du PIB en 2021. Bien que la dette brute ait augmenté, passant de 50,9 pour cent du PIB en 2021 à 63,3 pour cent du PIB en 2022, elle reste dans des proportions viables. Le déficit du compte courant s'est davantage détérioré, passant de 4 pour cent du PIB en 2021 à 6,5 pour cent du PIB en 2022.

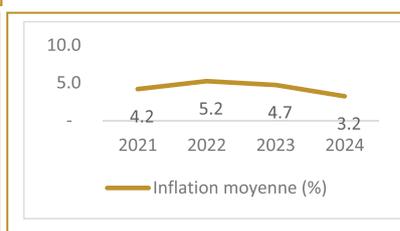
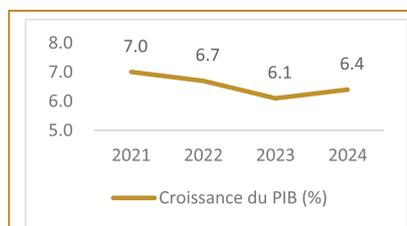
Perspective

La croissance du PIB devrait diminuer légèrement pour atteindre 6,1 pour cent en 2023 avant de connaître une légère hausse pour atteindre 6,4 pour cent en 2024. La croissance économique des prochaines années devrait être tirée par la construction, l'agro-industrie, l'extraction de pétrole et de gaz à partir des récentes découvertes en 2021, les autres industries manufacturières et les services (télécommunications

et transports). L'inflation devrait chuter à 4,7 pour cent en 2023 et à 3,2 pour cent en 2024. Le déficit budgétaire devrait baisser progressivement pour atteindre 5,1 pour cent du PIB en 2023 puis 4 pour cent du PIB en 2024. La dette devrait continuer à augmenter pour atteindre 63,3 pour cent du PIB en 2023 et 60,6 pour cent du PIB en 2024. Le déficit du compte courant devrait progressivement baisser, passant de 6,1 pour cent du PIB en 2023 à 5,5 pour cent du PIB en 2024.

Défis à relever

L'inflation reste un risque dans la sous-région et la Côte d'Ivoire ne fait pas exception. Si cette pression inflationniste mondiale ne faiblit pas, le pays devra faire face à des coûts de financement plus élevés, tant au niveau national que sur les marchés financiers régionaux. Un rétrécissement des conditions financières mondiales augmenterait les coûts d'emprunt ainsi que la vulnérabilité de la dette du pays. En outre, une poursuite de la poussée inflationniste interne pourrait favoriser l'insécurité alimentaire et exacerber les niveaux de pauvreté. Toute détérioration de la situation politique au Sahel pourrait avoir un impact négatif sur la demande d'exportations ivoiriennes et intensifier les pressions sécuritaires sur les dépenses publiques. La violence électorale doit être maîtrisée lors des élections municipales et régionales d'octobre 2023 afin d'éviter un effondrement des récents progrès réalisés sur le plan politico-économique.



GAMBIE



Performances macroéconomiques

L'économie de la Gambie a connu une croissance de 4,4 pour cent, contre 4,3 pour cent en 2021. La croissance de l'activité économique a été stimulée par l'augmentation de l'activité agricole, grâce à l'amélioration de la pluviométrie, ainsi que par l'augmentation des dépenses d'investissement et des dépenses récurrentes du gouvernement. L'inflation moyenne a augmenté pour atteindre 11,5 pour cent, contre 7,4 pour cent en 2021, en raison de pressions accrues sur les prix des denrées alimentaires et des produits non alimentaires. Le solde du compte courant s'est fortement détérioré, passant de -3,8 pour cent du PIB en 2021 à -15 pour cent du PIB. Le solde budgétaire s'est légèrement détérioré, atteignant -4,8 pour cent du PIB en 2022, contre -4,6 pour cent du PIB en 2021. Le ratio dette/PIB a subi une légère hausse, passant de 83,5 pour cent en 2021 à 84,0 pour cent en 2022.

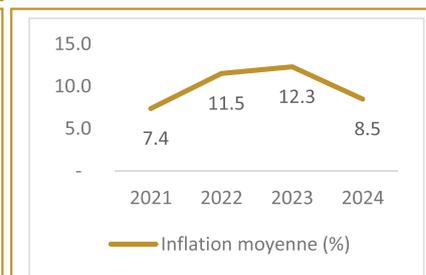
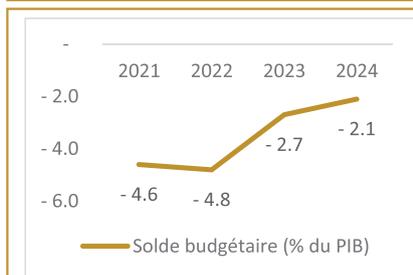
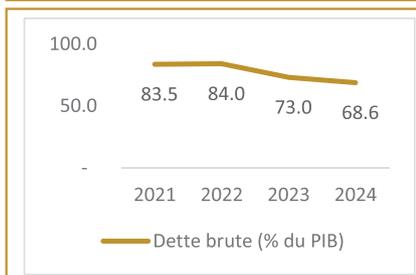
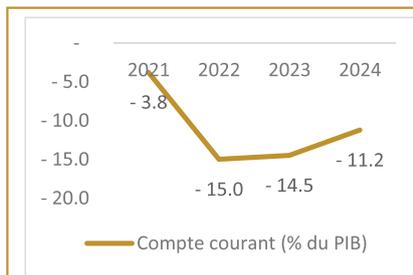
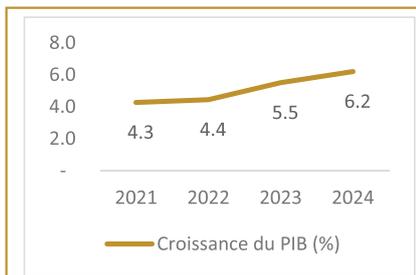
budgetaire devrait s'améliorer en passant de 2,7 pour cent du PIB en 2023 à 2,1 pour cent du PIB en 2024, le solde du compte courant devrait légèrement s'améliorer, passant de -14,5 pour cent en 2023 à -11,2 pour cent en 2024. La dette publique devrait diminuer pour atteindre 73 pour cent du PIB en 2023 puis 68,6 pour cent en 2024.

Défis à relever

Une pluviométrie défavorable entraînera de mauvais résultats dans le secteur agricole. En outre, compte tenu de la sensibilité aux prix des secteurs du tourisme et des réexportations, une résurgence de l'inflation affectera négativement la production dans ces secteurs. Compte tenu de l'importance de la consommation des ménages, une hausse des prix aura pour effet de freiner la croissance économique.

Perspective

L'activité économique devrait croître de 5,5 pour cent en 2023, puis de 6,2 pour cent en 2024. L'inflation moyenne devrait atteindre 12,3 pour cent en 2023 avant de fléchir à 8,5 pour cent en 2024. Le déficit





Performance macroéconomique

L'économie ghanéenne a connu une croissance de 3,1 pour cent, contre 5,4 pour cent en 2021. La croissance de 3,1 pour cent a été stimulée par le secteur des services, qui a enregistré une croissance de 5,5 pour cent, même si elle est inférieure à celle de 2021. Le secteur de l'industrie s'est remis des revers consécutifs pour atteindre une croissance de 0,9 pour cent, soutenue par une croissance de 32,3 pour cent de la production d'or. En raison de la dépréciation du cedi et de l'augmentation des prix des denrées alimentaires et de l'énergie, l'inflation moyenne a atteint 31,9 pour cent, contre 10,0 pour cent en 2021. L'équilibre budgétaire s'est amélioré pour atteindre -9,9 pour cent du PIB, tandis que le ratio dette/PIB s'est accru pour atteindre 88,8 pour cent du PIB. Le solde du compte courant s'est amélioré pour atteindre -2,3 pour cent du PIB.

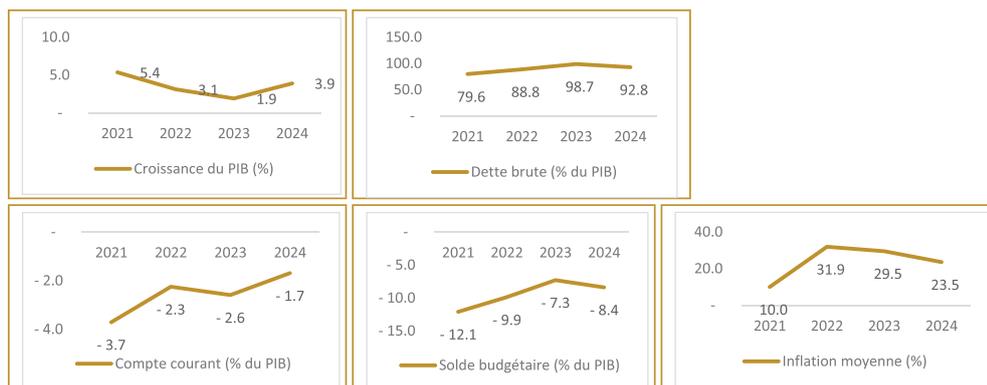
Perspective

La croissance du PIB devrait à nouveau fléchir pour atteindre 1,9 pour cent en 2023, avant de se rétablir à 3,9 pour cent en 2024. La baisse du taux de croissance du PIB est attribuable à un déclin prévu dans le sous-secteur des services financiers, en raison de la restructuration de la dette, et à une augmentation des coûts de production dans les industries clés, en raison de l'introduction de nouvelles taxes, entre autres. L'inflation moyenne devrait baisser pour atteindre 29,5 pour cent et 23,5 pour cent en 2023 et 2024, respectivement. Le solde budgétaire devrait s'améliorer pour atteindre

-7,3 pour cent du PIB, grâce à de nouvelles mesures d'augmentation des recettes et de réduction des dépenses. Toutefois, les élections présidentielles et législatives de 2024 et le paiement des intérêts sur la dette extérieure devraient faire grimper le solde budgétaire à -8,4 pour cent du PIB. La dette du Ghana devrait atteindre 98,7 pour cent du PIB en 2023 et baisser à 92,8 pour cent en 2024. Le compte courant devrait s'améliorer pour atteindre -2,6 pour cent du PIB en 2023 puis -1,7 pour cent du PIB en 2024.

Défis à relever

Ayant obtenu l'approbation du conseil d'administration du FMI pour le programme de facilité de crédit élargie, avec un décaissement initial d'un peu plus de 600 millions de dollars, le Ghana est prêt à réduire sa dette dans des proportions viables, grâce à la restructuration de la dette extérieure et à l'assainissement des finances publiques. Cela étant, les obstacles liés à la stabilité de la monnaie, aux dérapages budgétaires et aux conflits sociaux continuent de peser lourdement sur le pays. Le paiement des coupons échus et du principal de la dette en dehors du programme d'échange de la dette intérieure aura des conséquences négatives sur l'équilibre budgétaire, tandis que la capacité du pays à régler les charges du service de la dette en devises étrangères sera mise à l'épreuve.



GUINÉE



Performance macroéconomique

La Guinée a enregistré un taux de croissance de 4,3 pour cent en 2022, comme en 2021. La performance économique en 2022 a été impulsée par la production minière, notamment l'augmentation de la production de bauxite et d'or. Bien que l'inflation soit restée à un niveau élevé dans le pays, le taux d'inflation a baissé pour atteindre 8,3 pour cent en 2022, contre 10,5 pour cent en 2021. Cette baisse du taux d'inflation a été rendue possible par l'appréciation de 15 pour cent du franc guinéen par rapport au dollar entre février 2021 et août 2022 et par les subventions gouvernementales dans le secteur pétrolier en aval. Les réformes de la politique budgétaire entreprises par le gouvernement de transition ont permis de réduire le déficit budgétaire à 0,7 pour cent du PIB en 2022, contre 1,7 pour cent du PIB en 2021. La Guinée est l'un des rares États membres de la CEDEAO à parvenir à une réduction du ratio dette/PIB en 2022. Le ratio dette/PIB est passé de 40,6 pour cent en 2021 à 33,4 pour cent en 2022. Le déficit du compte courant s'est davantage détérioré, passant de 2,1 pour cent en 2021 à 6,2 pour cent en 2022.

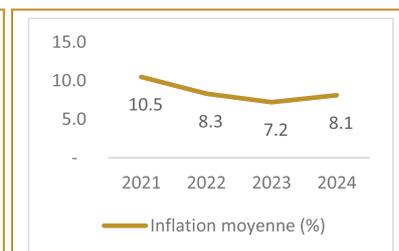
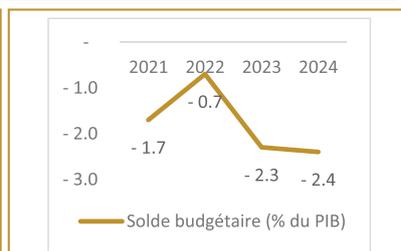
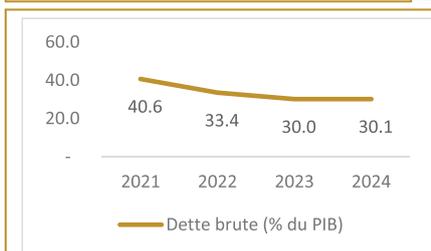
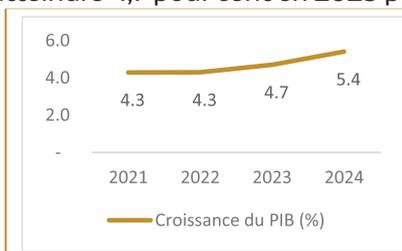
Perspective

L'économie de la Guinée devrait poursuivre sa phase de recouvrement après le choc de la COVID-19, et les perturbations occasionnées par le coup d'Etat de septembre 2021. Le taux de croissance devrait atteindre 4,7 pour cent en 2023 puis 5,4 pour cent

en 2024. Cette performance devrait être impulsée par la vigoureuse croissance du secteur minier du fait d'une augmentation de sa capacité de production, des investissements dans de nouvelles mines, et de la forte demande chinoise de bauxite. L'inflation devrait légèrement baisser pour atteindre 7,2 pour cent en 2023 avant de remonter à 8,1 pour cent en 2024. Le déficit budgétaire devrait légèrement se détériorer atteignant 2,3 pour cent du PIB en 2023 puis 2,4 pour cent du PIB en 2024. Le ratio dette-PIB devrait continuer par baisser pour atteindre 30 pour cent du PIB en 2023, puis 30,1 pour cent du PIB en 2024. Le déficit du compte courant devrait connaître une légère réduction passant de 5,7 pour cent du PIB en 2023 à 5,1 pour cent du PIB en 2024.

Défis à relever

La persistance de la guerre Russo-Ukrainienne, et l'occurrence éventuelle de nouveaux chocs pourraient entretenir la pression inflationniste. Cette pression inflationniste conjuguée avec un risque de durcissement des conditions financières mondiales, pourraient réduire la demande de bauxite, ce qui diminueraient les exportations et les recettes qui devraient en découler. Le retour à l'ordre constitutionnel demeure un facteur déterminant dont les performances économiques des prochaines années en dépendent.



GUINÉE-BISSAU

Performance macroéconomique

L'économie de la Guinée-Bissau a connu un taux de croissance de 3,5 pour cent en 2022, contre 6,4 pour cent en 2021. Cette performance s'explique en partie par une réduction des exportations de noix de cajou. Toutefois, la forte croissance globale de l'agriculture et l'augmentation des investissements du secteur privé ont contribué à stimuler la croissance de l'activité économique. Le pays a enregistré un taux d'inflation de 7,9 pour cent en 2022, contre 3,3 pour cent en 2021. Cette inflation est principalement due à la guerre en Ukraine, qui a entraîné une hausse des prix de l'énergie et des denrées alimentaires. Le déficit budgétaire a légèrement baissé, atteignant 5,5 pour cent du PIB en 2022, contre 5,6 pour cent en 2021. Cette performance a été réalisée dans un contexte où la mobilisation des recettes et les dépassements de salaires ont été plus importants que prévu. La dette s'est détériorée pour atteindre 79,5 pour cent du PIB en 2022, contre 78,9 pour cent du PIB en 2021. Le pays est donc à la fois confronté à un risque élevé de surendettement global et extérieur. Le déficit du compte courant s'est encore détérioré, passant de 0,8 pour cent du PIB en 2021 à 5,9 pour cent du PIB en 2022.

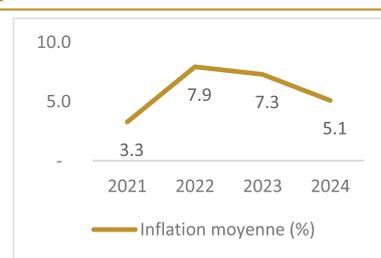
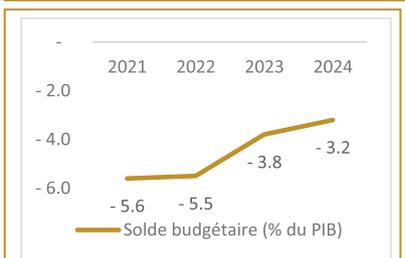
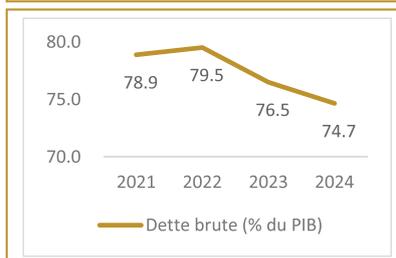
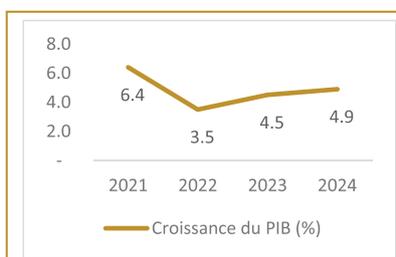
Perspective

La croissance économique devrait atteindre 4,5 pour cent en 2023 puis 4,9 pour cent en 2024. Elle devrait

être tirée par l'augmentation des exportations de noix de cajou et des investissements du secteur privé. L'inflation devrait diminuer légèrement, passant de 7,3 pour cent en 2023 à 5,1 pour cent en 2024. Le déficit budgétaire devrait poursuivre sa tendance à la baisse, pour atteindre 3,8 pour cent du PIB en 2023 et 3,2 pour cent du PIB en 2024. Le ratio dette/PIB devrait également diminuer, passant de 76,5 pour cent en 2023 à 74,7 pour cent en 2024. Le déficit du compte courant devrait baisser pour atteindre 5,6 pour cent du PIB en 2023 et 5,3 pour cent du PIB en 2024.

Défis à relever

La Guinée-Bissau est connue pour être fortement exposée aux aléas climatiques. L'agriculture se trouve ainsi affectée et des conditions météorologiques moins favorables pourraient freiner la croissance de l'activité économique. Le pays continue de subir l'impact négatif des tendances inflationnistes mondiales. À moins que cette tendance inflationniste mondiale ne s'atténue, le pays devra faire face à des coûts de financement plus élevés, tant au niveau national que sur les marchés financiers régionaux. Le risque de surendettement dans un contexte de hausse des taux d'intérêt est un défi à prendre au sérieux. Les tensions politiques internes sont des menaces pour lesquelles des solutions structurelles doivent être trouvées.



LIBERIA



Performance macroéconomique

En 2022, le Liberia a connu une expansion de 4,8 pour cent de son activité économique, marquant ainsi la deuxième année consécutive de croissance positive. Cette croissance a été principalement impulsée par le secteur industriel, en particulier l'exploitation minière, et le secteur agricole. Le Liberia est l'un des deux pays de la CEDEAO dont l'inflation en 2022 (7,6 %) a été inférieure à celle de 2021 (7,8 %). Cela s'explique par des récoltes exceptionnelles qui ont entraîné une baisse des prix des denrées alimentaires, ce qui a contrebalancé les effets de l'inflation non alimentaire sur l'inflation globale. Le solde budgétaire s'est dégradé pour atteindre -6,9 pour cent du PIB, le ratio de la dette au PIB a enregistré une hausse atteignant 55,4 pour cent du PIB en 2022. Le compte courant, en revanche, s'est amélioré pour atteindre -15,8 pour cent du PIB en 2022.

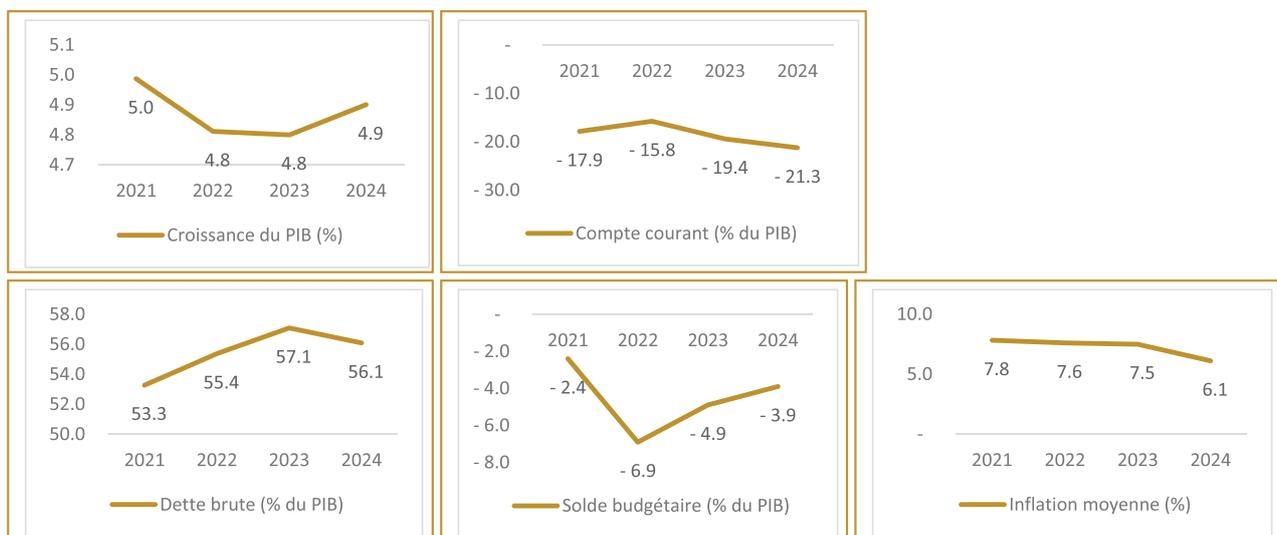
Perspective

L'économie du Liberia devrait croître de 4,8 pour cent en 2023, grâce à la croissance du secteur agricole et du secteur minier, puis de 4,9 pour cent en 2024. L'inflation moyenne devrait diminuer

légèrement pour atteindre 7,5 pour cent en 2023 et 6,1 pour cent en 2024. Le déficit budgétaire devrait s'améliorer, passant de -4,9 pour cent en 2023 à -3,9 pour cent du PIB en 2024, le ratio dette/PIB devrait augmenter pour atteindre 57,1 pour cent du PIB en 2023 et avant de fléchir à 56,1 pour cent du PIB en 2024. Le compte courant devrait se dégrader pour atteindre -19,4 pour cent en 2023 puis -21,3 pour cent en 2024.

Défis à relever

Une baisse des prix des produits de base pourrait avoir un effet négatif sur la croissance du PIB du Liberia en ce qui concerne les exportations. En outre, des conditions météorologiques défavorables pourraient entraîner une hausse des prix au Liberia, étant donné que les prix des denrées alimentaires (qui ont contribué à contenir l'inflation) commenceront à grimper et à faire grimper l'inflation. Une fois de plus, le resserrement du financement constitue un problème pour la capacité du Liberia à construire des infrastructures essentielles et à accroître les principales sources de revenus en devises étrangères par exemple dans le secteur minier.





Performance macroéconomique

L'économie malienne a été fragilisée par les sanctions économiques imposées par la CEDEAO. Cependant, l'économie a connu une croissance de 3,7 pour cent en 2022, contre 3,1 pour cent en 2021. La croissance a été soutenue par une bonne progression de la production agricole (même si la production de coton a baissé en raison des infestations parasitaires) et des services. L'inflation moyenne a atteint 10,1 pour cent, contre 3,8 pour cent en 2021, conformément aux tendances mondiales. Le solde budgétaire s'est stabilisé à -4,8 pour cent du PIB en 2022, tandis que la dette a augmenté pour atteindre 53,2 pour cent du PIB, contre 50,7 pour cent du PIB en 2021. Le compte courant s'est détérioré pour atteindre -6,9 pour cent du PIB en 2022, contre -8,2 pour cent du PIB en 2021.

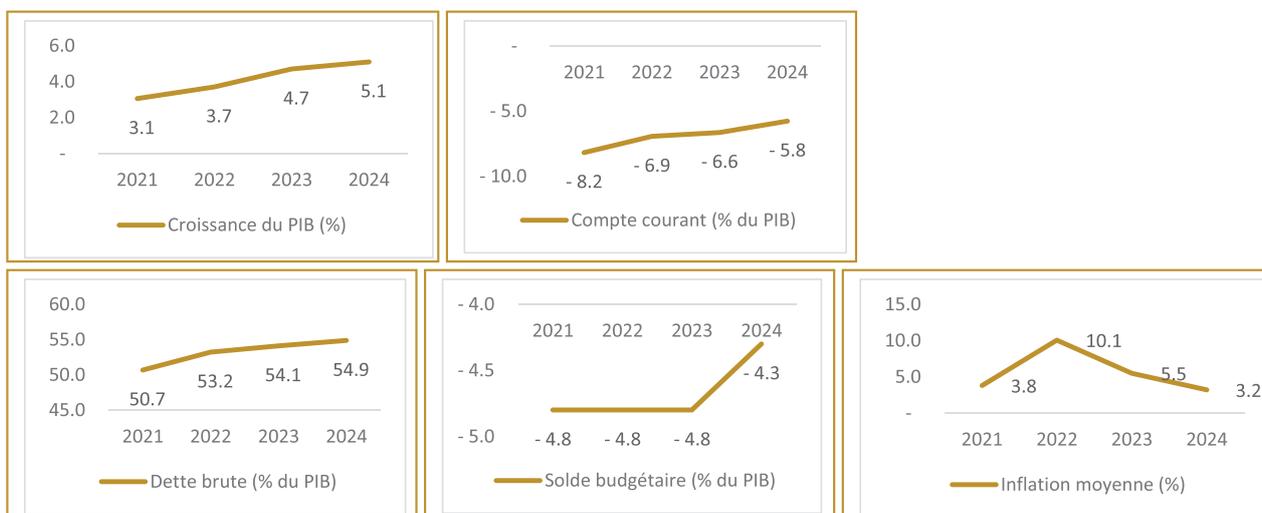
Prespective

L'économie malienne devrait être stimulée par les secteurs de l'agriculture et des services à court et moyen terme, avec une croissance atteignant 4,7 pour cent en 2023 et 5,1 pour cent en 2024. L'inflation moyenne devrait diminuer pour atteindre 5,5 pour cent en 2023 et 3,2 pour cent en 2024. Le

solde budgétaire devrait rester autour de -4,8 pour cent du PIB en 2023 puis s'améliorer pour atteindre -4,3 pour cent du PIB en 2024. Le ratio dette/PIB devrait augmenter légèrement pour atteindre 54,1 pour cent du PIB en 2023 puis 54,9 pour cent du PIB en 2024, tandis que le déficit du compte courant devrait se réduire passant de 6,6 pour cent du PIB en 2023 à 5,8 pour cent du PIB en 2024.

Défis à relever

L'insécurité reste le plus grand défi du Mali, les rebelles contrôlant de vastes étendues du territoire tout en faisant des incursions occasionnelles dans les zones qu'ils ne contrôlent pas. Cette situation constitue une menace pour la sécurité alimentaire et la stabilité macroéconomique globale. Les parasites qui ont attaqué les semences de coton en 2022 continuent de menacer. S'ils ne sont pas contrôlés, la production de coton sera encore compromise en 2023 et 2024. L'inflation demeure aussi une autre menace pour l'économie malienne. Un retour du taux d'inflation aux niveaux de 2022 plongera davantage de personnes dans la pauvreté.



NIGER



Performance macroéconomique

L'économie du Niger a enregistré un taux de croissance de 11,1 pour cent en 2022, contre 1,4 pour cent en 2021. Cette performance a été impulsée par l'augmentation de la production agricole et par une croissance saine du secteur des services. L'inflation moyenne a atteint 4,2 pour cent (contre 3,8 pour cent en 2021), l'une des plus faibles de la sous-région, en raison de l'augmentation des prix des denrées alimentaires et de l'énergie. Le déficit budgétaire s'est détérioré pour atteindre 6,9 pour cent du PIB, contre 5,9 pour cent du PIB en 2021, le ratio dette/PIB a légèrement diminué pour s'établir à 51,1 pour cent en 2022, contre 51,3 pour cent en 2021. Le déficit du compte courant s'est détérioré, atteignant 15,5 pour cent du PIB en 2022, contre 14,1 pour cent du PIB en 2021, en raison de l'augmentation de la valeur des importations sous l'effet de l'inflation mondiale.

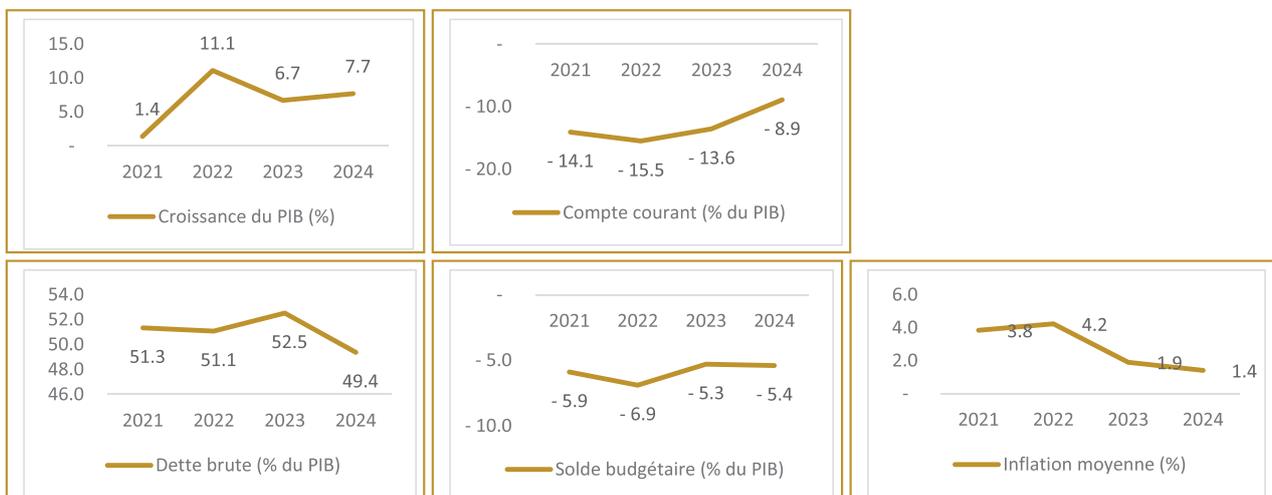
Perspective

L'économie nigérienne devrait croître de 6,7 pour cent en 2023 et de 7,7 pour cent en 2024. Cette croissance sera soutenue par l'augmentation attendue de la production de pétrole brut du champ pétrolifère d'Agadem, qui sera encore renforcée par les exportations vers le Bénin au moyen du nouvel

oléoduc à compter de la fin de 2023 et du début de 2024. L'inflation moyenne devrait baisser à 1,9 pour cent en 2023 et à 1,4 pour cent en 2024. La baisse de l'inflation et les augmentations attendues des recettes pétrolières faciliteront l'amélioration du solde budgétaire, qui passera à -5,3 pour cent du PIB en 2023, avant de se détériorer à -5,4 pour cent du PIB en 2024. Le ratio dette/PIB devrait augmenter pour atteindre 52,5 pour cent en 2023, avant de baisser à 49,4 pour cent en 2024, en raison de l'effet de base du PIB. Le déficit du compte courant devrait se réduire passant de 13,6 pour cent du PIB en 2023, à 8,9 pour cent du PIB en 2024.

Défis à relever

L'insécurité est le principal obstacle auquel le Niger est confronté à court et à moyen terme. Cette situation risque d'avoir un impact négatif sur la production agricole. En outre, des conditions météorologiques moins favorables pourraient affecter la production agricole et réduire à néant les progrès réalisés en 2022. Un retard dans l'achèvement de l'oléoduc vers le Bénin aura un impact négatif sur la production du pétrole brut, ce qui affectera la croissance du PIB et la rentée des ressources qui devrait en découler.



NIGERIA



Performance macroéconomique

L'économie nigérienne a enregistré un ralentissement, avec un taux de croissance de 3,3 pour cent en 2022, contre 3,6 pour cent en 2021, en raison d'une baisse de la valeur ajoutée du secteur industriel (due principalement à une baisse de 19,2 pour cent de la production de pétrole et de gaz en amont) et de la faible croissance des activités agricoles (1,9 pour cent). Cependant, le secteur des services a progressé de 4,5 pour cent compensant à la fois le déclin et la faible croissance de l'industrie et de l'agriculture. L'inflation moyenne au cours de l'année a atteint 18,8 pour cent, contre 17,0 pour cent en 2021, ce qui correspond à l'augmentation des prix au niveau mondial. Le solde budgétaire s'est amélioré, passant de -6,0 pour cent du PIB en 2021 à -5,5 pour cent, tandis que la dette publique et le solde du compte courant se sont détériorés, passant respectivement à 38,0 pour cent du PIB et à -0,7 pour cent du PIB.

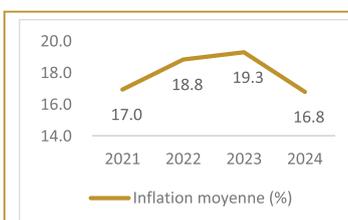
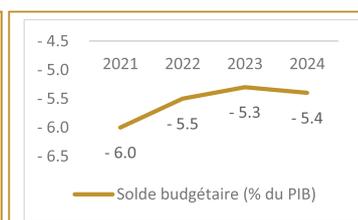
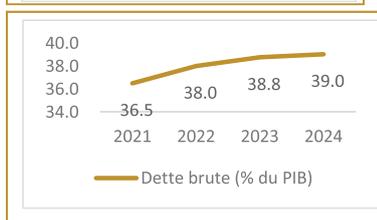
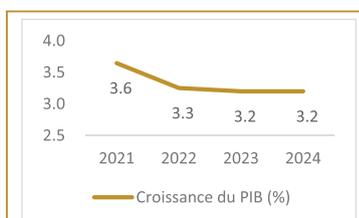
Perspective

L'économie nigérienne devrait connaître une croissance modeste en 2023, en raison de la baisse envisagée de la production de pétrole et de gaz, des problèmes de liquidité et de la faible valeur ajoutée du secteur agricole (qui a été affectée par l'insécurité). La croissance devrait s'établir à 3,2 pour cent en 2023 et 2024, en raison des facteurs susmentionnés. Le Nigeria cherche à réduire les subventions pétrolières, afin d'alléger le poids de ses dépenses. Parallèlement, pour atténuer l'impact de cette politique sur la

population, il est envisagé une augmentation de 40 pour cent sur les salaires de la fonction publique. L'effet net devrait être une amélioration du solde budgétaire, qui devrait s'améliorer légèrement pour atteindre -5,3 pour cent du PIB en 2023, avant de se détériorer à -5,4 pour cent du PIB en 2024. Cependant, la suppression des subventions se traduira par une augmentation des prix globaux, entraînant ainsi une inflation moyenne de 19,3 pour cent en 2023, avant de diminuer pour atteindre 16,8 pour cent en 2024. La dette publique devrait augmenter pour atteindre 38,8 pour cent du PIB en 2023 et 39,0 pour cent du PIB en 2024, tandis que le solde du compte courant devrait s'améliorer pour atteindre -0,6 pour cent du PIB en 2023 et -0,4 pour cent du PIB en 2024.

Dévis à relever

Le niveau toujours élevé de l'inflation maintiendra les taux d'intérêt à un niveau élevé. Cela aura pour effet d'évincer le secteur privé et de freiner la croissance économique. La suppression des subventions sur les produits pétroliers et les augmentations salariales proposées devraient être gérées avec prudence, sous peine d'entraîner des troubles sociaux et des coûts budgétaires supplémentaires. Le Nigeria doit relever les défis de la production de pétrole et de gaz afin de générer des revenus qui lui permettront de faire face à ses dépenses et de réduire le besoin d'emprunter.



SÉNÉGAL

Performance macroéconomique

La croissance économique du Sénégal a connu un ralentissement, passant de 6,1 pour cent en 2021 à 4,7 pour cent en 2022, en raison de la flambée des coûts de production et de l'augmentation du niveau général des prix. L'inflation moyenne a atteint 9,7 pour cent en 2022, contre 2,2 pour cent en 2021. Le solde budgétaire s'est légèrement amélioré, passant de -6,3 pour cent du PIB à -6,1 pour cent, ce qui a fait passer le ratio de la dette au PIB à 75 pour cent en 2022, contre 73,2 pour cent en 2021. Le solde du compte courant s'est détérioré, passant de -13,6 pour cent du PIB en 2021 à -16 pour cent du PIB en 2022, principalement dû à l'augmentation de la facture des importations.

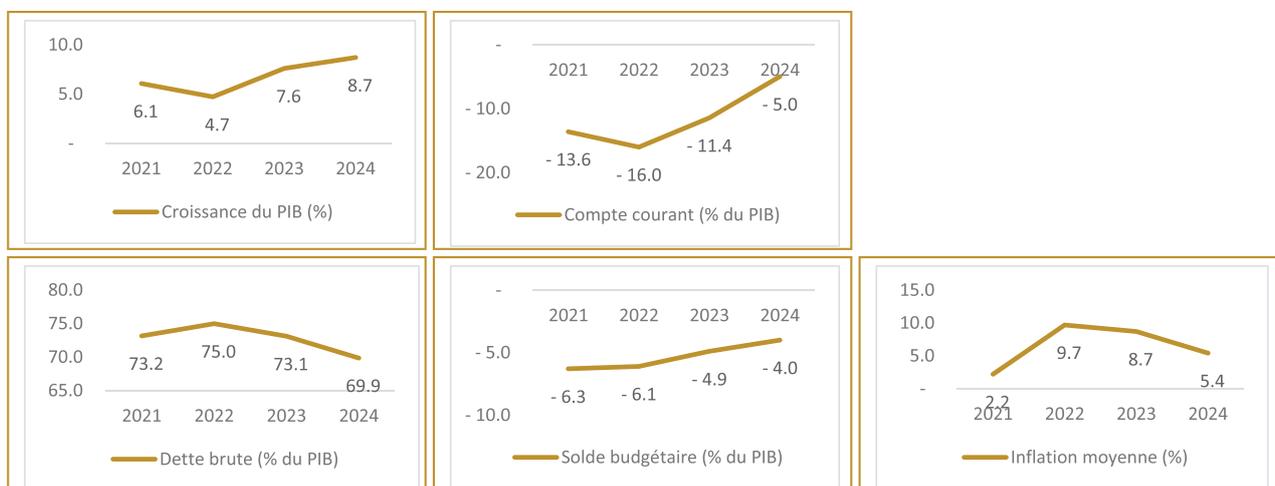
Perspectives

L'économie sénégalaise devrait croître de 7,6 pour cent en 2023 et de 8,7 pour cent en 2024, stimulée par la croissance des secteurs traditionnels de l'économie et par la production pétrolière, avec la mise en production du champ pétrolifère de Sangomar attendue en 2023. La croissance prévue du PIB devrait faire baisser le ratio dette/PIB à 73,1 pour cent du PIB en 2023 et à 69,9 pour cent en 2024. L'inflation, qui a atteint son niveau le plus élevé depuis des décennies en 2022, devrait baisser à 8,7 pour cent en 2023 puis à 5,4 pour cent en

2024, conformément aux tendances mondiales. Les recettes supplémentaires provenant du secteur pétrolier et gazier devraient permettre d'améliorer le solde budgétaire, qui devrait passer à -4,9 pour cent du PIB en 2023 puis à -4,0 pour cent du PIB en 2024. L'utilisation accrue du gaz domestique pour la production d'énergie, entre autres facteurs, devrait contribuer à réduire la facture des importations de produits pétroliers, entraînant une amélioration du ratio du compte courant au PIB qui devrait s'établir à -11,4 pour cent en 2023 puis à -5,0 pour cent en 2024.

Défis à relever

Si les recettes projetées du secteur pétrolier en amont ne sont pas réalisées, le Sénégal devra augmenter ses emprunts sur le marché intérieur, ce qui aura des répercussions sur les emprunts du secteur privé. Le coût élevé du crédit augmentera encore les charges budgétaires en 2024 et le ratio dette/PIB, qui a déjà franchi le seuil de 70 pour cent. Le retour des pressions inflationnistes affectera négativement les entreprises, ce qui aura des répercussions sur la mobilisation des recettes publiques. Les tensions socio-politiques préélectorales en cours dans le pays devraient être vite maîtrisées afin de contenir leurs effets néfastes sur l'activité économique du pays.



SIERRA LEONE

Performance macroéconomique

L'activité économique en Sierra Leone a enregistré un taux de croissance de 2,8 pour cent en 2022, en baisse par rapport au taux de 4,1 pour cent enregistré en 2021. Le ralentissement de la croissance est en partie dû à une inflation moyenne assez élevée, qui a dégradé la valeur ajoutée dans divers secteurs. L'inflation moyenne a atteint 27,2 pour cent à la fin de 2022 (contre 11,9 pour cent en 2021), sous l'effet non seulement de la hausse des prix de l'énergie et des denrées alimentaires, mais aussi de la dépréciation agressive de la monnaie locale. Le solde budgétaire s'est détérioré pour atteindre -10,9 pour cent du PIB, contre -7,3 pour cent du PIB en 2021, la dette a sensiblement augmenté atteignant 98,8 pour cent du PIB, en raison de l'ampleur du déficit budgétaire. Le compte courant s'est détérioré pour atteindre -10,3 pour cent, en raison de l'inflation élevée des denrées alimentaires et des produits non alimentaires.

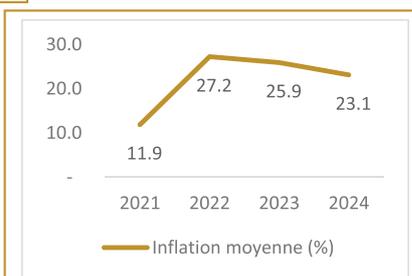
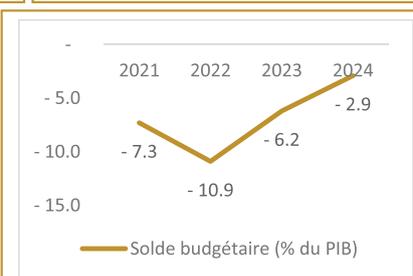
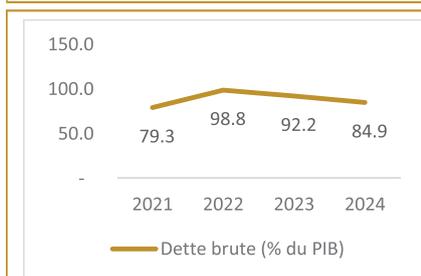
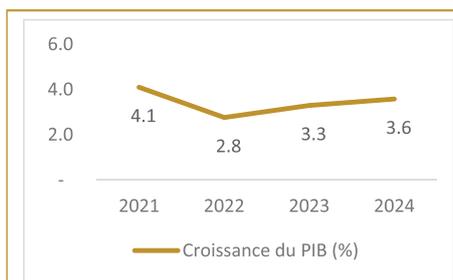
Perspective

L'économie de la Sierra Leone devrait croître de 3,3 pour cent en 2023 et de 3,6 pour cent en 2024. Cette croissance devrait être soutenue par des investissements dans le secteur minier

et par une réduction des coûts de production. L'inflation moyenne devrait diminuer pour atteindre respectivement 25,9 pour cent et 23,1 pour cent en 2023 et 2024. Le solde budgétaire devrait continuer à se consolider, avec une amélioration du déficit budgétaire qui devrait passer de 6,2 pour cent du PIB en 2023 à -2,9 pour cent du PIB en 2024, tandis que le ratio de la dette rapporté au PIB devrait diminuer de manière progressive pour atteindre respectivement 92,2 pour cent et 84,9 pour cent en 2023 et 2024. Le déficit du compte courant devrait se réduire passant de 5,0 pour cent en 2023, à 4,3 pour cent en 2024.

Défis à relever

La baisse des prix des matières premières devrait paralyser l'économie de la Sierra Leone sur le plan des exportations. En ce qui concerne la hausse des prix à la consommation, elle affectera la demande intérieure et la croissance de l'activité économique globale. La défaillance des investissements prévus dans le minerai de fer aura une incidence négative sur la croissance économique à court et à moyen terme.



TOGO

Performance macroéconomique

L'économie togolaise a enregistré un taux de croissance de 5,4 pour cent en 2022, contre 5,3 pour cent en 2021, malgré la hausse de l'inflation. L'inflation moyenne a atteint son plus haut niveau depuis deux décennies, soit 7,6 pour cent en 2022, contre 4,5 pour cent en 2021, en raison de la hausse des prix des denrées alimentaires, des engrais et de l'énergie. Le déficit budgétaire s'est nettement creusé atteignant 7,3 pour cent du PIB en 2022, contre 4,6 pour cent du PIB en 2021, en raison des interventions du gouvernement dans le secteur pétrolier et d'autres dépenses sociales visant à protéger les populations des aléas de la guerre en Ukraine. Le creusement du déficit budgétaire a entraîné une nette augmentation du ratio de la dette rapportée au PIB, qui a atteint 68,0 pour cent, contre 63,7 pour cent en 2021. Le déficit du compte courant s'est également détérioré, passant de 0,9 pour cent du PIB en 2021 à 2,8 pour cent du PIB en 2022.

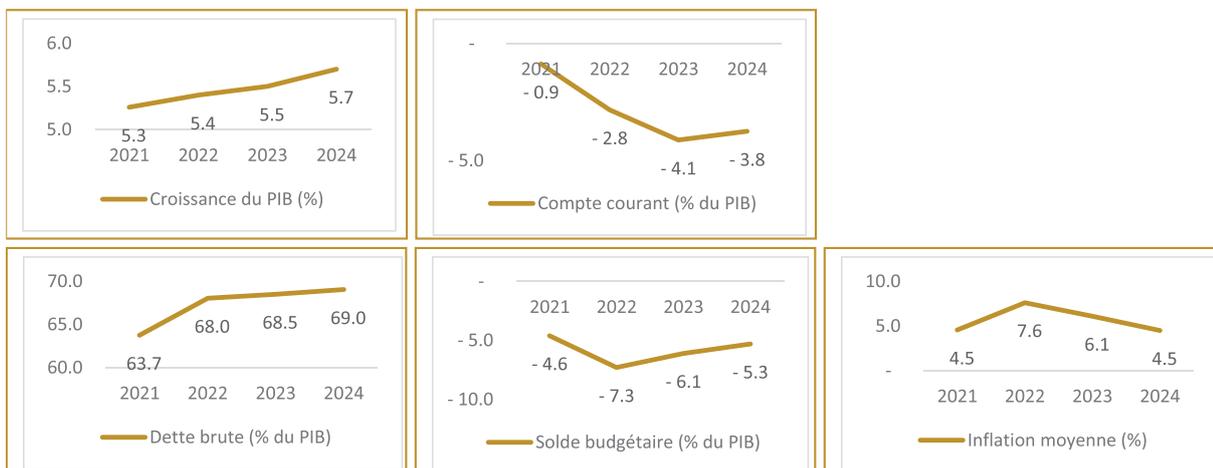
Perspective

L'économie togolaise devrait croître de 5,5 pour cent en 2023 et de 5,7 pour cent en 2024, l'inflation moyenne devrait diminuer pour atteindre 6,1 pour cent en 2023 puis 4,5 pour cent en 2024. La baisse de l'inflation devrait créer une certaine marge de manœuvre budgétaire pour le gouvernement, étant donné qu'elle participerait à réduire significativement les dépenses de subvention sur les prix du carburant et des engrais. En effet, le déficit budgétaire devrait

se réduire pour atteindre 6,1 pour cent du PIB en 2023, puis 5,3 pour cent du PIB en 2024. Cela devrait ralentir l'évolution de la dette publique, le ratio dette/PIB devrait se situer autour de 68,5 pour cent en 2023 avant de remonter à 69,0 pour cent en 2024. Toutefois, le déficit du compte courant devrait se dégrader pour atteindre 4,1 pour cent du PIB en 2023, avant de s'améliorer pour atteindre 3,8 pour cent en 2024.

Défis à relever

L'économie togolaise est confrontée à une myriade de risques, tout comme les autres pays de la sous-région. L'insécurité dans la région sahélienne a engendré des attaques sporadiques dans certaines parties du nord du Togo en 2022. Une récurrence de ces attaques en 2023 pourrait entraîner des conséquences négatives sur la production vivrière. En outre, le resserrement des conditions financières mondiales pourrait nuire à la capacité du pays à mobiliser suffisamment de ressources pour financer la feuille de route gouvernementale et d'autres programmes de développement en 2023 et 2024. La hausse des taux d'intérêt pourrait également faire échouer le programme d'assainissement budgétaire, ce qui entraînerait des conséquences négatives sur la viabilité de la dette, étant donné que le pays n'est qu'à quelques points du seuil de 70 pour cent de la dette rapportée au PIB.



ANNEXES

Groupements de la CEDEAO

Zone monétaire ouest-africaine (ZMAO)	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA)	ZMAO+
Gambie	Bénin	États membres de la ZMAO
Ghana	Burkina Faso	Cabo Verde
Guinée	Côte d'Ivoire	
Liberia	Guinée-Bissau	
Nigeria	Mali	
Sierra Leone	Niger	
	Sénégal	
	Togo	

Annexe 1 : Croissance du PIB Réel et Inflation Moyenne

	2020	2021	2022	2023	2024	2020	2021	2022	2023	2024
Pays	Croissance du PIB Réel (%)					Inflation Moyenne (%)				
Bénin	3,8	7,2	6,0	6,1	5,9	3,0	1,7	1,5	3,8	2,1
Burkina Faso	1,9	6,9	2,5	5,0	5,3	1,9	3,9	14,1	7,1	5,6
Cabo Verde	-14,8	7,0	10,5	4,5	5,1	0,6	1,9	7,9	4,2	2,5
Côte d'Ivoire	1,7	7,0	6,7	6,1	6,4	2,4	4,2	5,2	4,7	3,2
Gambie	0,6	4,3	4,4	5,5	6,2	5,9	7,4	11,5	12,3	8,5
Ghana	0,5	5,4	3,1	1,9	3,9	9,9	10,0	31,9	29,5	23,5
Guinée	4,9	4,3	4,3	4,7	5,4	10,6	12,6	10,5	8,3	7,2
Guinée-Bissau	1,5	6,4	3,5	4,5	4,9	1,5	3,3	7,9	7,3	5,1
Liberia	-3,0	5,0	4,8	4,8	4,9	17,0	7,8	7,6	7,5	6,1
Mali	-1,2	3,1	3,7	4,7	5,1	0,5	3,8	10,1	5,5	3,2
Niger	3,5	1,4	11,1	6,7	7,7	2,9	3,8	4,2	1,9	1,4
Nigeria	-1,8	3,6	3,3	3,2	3,2	13,2	17,0	18,8	19,3	16,8
Sénégal	1,3	6,1	4,7	7,6	8,7	2,5	2,2	9,7	8,7	5,4
Sierra Leone	-2,0	4,1	2,8	3,3	3,6	13,4	11,9	27,2	25,9	23,1
Togo	1,8	5,3	5,4	5,5	5,7	1,8	4,5	7,6	6,1	4,5
CEDEAO	-0,6	4,4	3,9	3,8	4,1	8,2	10,2	17,0	16,7	14,1
UEMOA	1,7	5,9	5,8	6,1	6,5	2,2	3,5	7,1	5,4	3,6
ZMAO+	-1,4	3,9	3,3	3,1	3,4	12,7	15,6	20,1	20,0	17,1

Annexe 2 : Solde Budgétaire et Dette Publique

	2020	2021	2022	2023	2024	2020	2021	2022	2023	2024
Pays	Solde Budgétaire (% du PIB)					Dette Publique (% du PIB)				
Bénin	-4,7	-5,7	-5,6	-4,3	-2,9	46,1	50,3	52,4	52,8	51,6
Burkina Faso	-5,1	-7,4	-10,4	-7,8	-6,7	44,9	48,2	54,3	58,0	60,2
Cabo Verde	-9,1	-7,3	-4,5	-5,0	-3,6	145,1	142,9	127,4	120,2	117,9
Côte d'Ivoire	-5,4	-4,8	-6,7	-5,1	-4,0	46,3	50,9	56,8	63,3	60,6
Gambie	-2,2	-4,6	-4,8	-2,7	-2,1	85,9	83,5	84,0	73,0	68,6
Ghana	-17,4	-12,1	-9,9	-7,3	-8,4	72,3	79,6	88,8	98,7	92,8
Guinée	-3,1	-1,7	-0,7	-2,3	-2,4	47,5	40,6	33,4	30,0	30,1
Guinée-Bissau	-9,6	-5,6	-5,5	-3,8	-3,2	78,2	78,9	79,5	76,5	74,7
Liberia	-3,8	-2,4	-6,9	-4,9	-3,9	58,7	53,3	55,4	57,1	56,1
Mali	-5,4	-4,8	-4,8	-4,8	-4,3	46,9	50,7	53,2	54,1	54,9
Niger	-4,8	-5,9	-6,9	-5,3	-5,4	45,0	51,3	51,1	52,5	49,4
Nigeria	5,6	-6,0	-5,5	-5,3	-5,4	34,5	36,5	38,0	38,8	39,0
Sénégal	-6,4	-6,3	-6,1	-4,9	-4,0	69,2	73,2	75,0	73,1	69,9
Sierra Leone	-5,8	-7,3	-10,9	-6,2	-2,9	76,3	79,3	98,8	92,2	84,9
Togo	6,9	-4,6	-7,3	-6,1	-5,3	60,3	63,7	68,0	68,5	69,0
CEDEAO	-6,6	-6,4	-6,1	-5,4	-5,3	43,2	46,6	48,4	50,0	48,9
UEMOA	-4,9	-5,5	-6,7	-5,3	-4,4	50,5	54,8	58,7	61,7	60,1
ZMAO+	-7,1	-6,7	-5,9	-5,4	-5,6	40,4	43,3	44,7	46,1	45,2

Annexe 3 : Solde du Compte Courant

	2020	2021	2022	2023	2024
Pays	Compte Courant (% du PIB)				
Bénin	-1,7	-4,2	-5,7	-6,1	-5,2
Burkina Faso	4,1	-0,4	-5,2	-3,9	-2,9
Cabo Verde	-15,0	-11,3	-7,5	-6,2	-4,8
Côte d'Ivoire	-3,1	-4,0	-6,5	-6,1	-5,5
Gambie	-3,0	-3,8	-15,0	-14,5	-11,2
Ghana	-3,8	-3,7	-2,3	-2,6	-1,7
Guinée	-16,1	-2,1	-6,2	-5,7	-5,1
Guinée-Bissau	-2,6	-0,8	-5,9	-5,6	-5,3
Liberia	-16,4	-17,9	-15,8	-19,4	-21,3
Mali	-2,2	-8,2	-6,9	-6,6	-5,8
Niger	-13,2	-14,1	-15,5	-13,6	-8,9
Nigeria	-3,7	-0,4	-0,7	-0,6	-0,4
Sénégal	-10,9	-13,6	-16,0	-11,4	-5,0
Sierra Leone	-7,1	-8,7	-10,3	-5,0	-4,3
Togo	-0,3	-0,9	-2,8	-4,1	-3,8
CEDEAO	-4,2	-2,4	-3,0	-2,6	-1,9
UEMOA	-4,0	-6,2	-8,4	-7,3	-5,3
ZMAO+	-4,2	-1,2	-1,4	-1,2	-0,9



Banque d'Investissement et de Développement de la CEDEAO (BIDC)

📍 128, Boulevard du 13 Janvier. B.P. 2704 Lomé – Togo

☎ +228 22 21 68 64 📞 +228 22 21 86 84

✉ bidc@bidc-ebid.org 🌐 www.bidc-ebid.org
